

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol
«Proletarian»
Journal en anglais

Journal bimestriel
N° 504
Août-Octobre 2012
49^e année - Un expl.: 1 € / 4,5FS,
£1,5 / 60 DA, 10 DH, 500 F CFA

DANS CE NUMERO

- Italie. Encore les mineurs en première ligne: «Nous Lutterons jusqu'au bout, désormais nous sommes en guerre!»
- Massacre de mineurs grévistes en Afrique du Sud
- Cuba. Il y a des lustres, «passait un joyeux charretier ...»
- Aperçu sur la Syrie (4). La Syrie indépendante
- Le «plan d'urgence européen» pro-capitaliste du NPA

Luttes ouvrières et répression capitaliste au pays de Mandela

Depuis plusieurs mois l'Afrique du Sud connaît une vague importante de conflits sociaux et de grèves, attisés par la détérioration de la situation des prolétaires et des masses exploitées. Comme souvent les mineurs sont au premier plan des luttes; il faut dire que si l'industrie minière est le secteur économique le plus important du pays enrichissant les compagnies internationales et les bourgeois locaux, les conditions de vie et de travail des mineurs, en dépit d'une longue histoire de luttes qui leur ont permis d'obtenir certaines améliorations, restent déplorable. Les mineurs de Lonmin vivent dans des cabanes misérables protégeant à peine de la chaleur, avec des toilettes extérieures pour 50 personnes où coule un maigre filet d'eau, etc.; un tiers d'entre eux sont des précaires, avec des salaires encore plus bas que les autres et sans aucune protection sociale, droits à la retraite ou aux soins médicaux. «Mieux vaut mourir que travailler pour cette merde!» déclarait un mineur gréviste de Lonmin (*El Pais*, 20/8/12). L'Afrique du Sud est le premier producteur mondial du platine et son importance dans l'industrie minière sud-africaine a remplacé celui de l'or; mais la crise économique a eu comme conséquence de faire baisser son prix sur le marché mondial, poussant les capitalistes à accroître l'exploitation des prolétaires afin de sauver leurs profits.

A la suite des mineurs de Lonmin, d'autres grèves sauvages ont éclaté dans le secteur minier pour les mêmes revendications d'augmentation des salaires, notamment une grève sauvage à l'Anglo American Platinum (Amplast) de Rustenburg, ville voisine de Lonmin où les grévistes avaient barricadé toutes les voies d'accès. Début septembre la police intervenait avec des tirs de balles en caoutchouc contre les grévistes d'une mine d'or près de Johannesburg. Fin septembre la production des mines d'or d'AngloGold Ashanti qui emploie 35 000 travailleurs était complètement paralysée dans toute le pays par la grève. Les grèves touchaient les mines de chrome, encore à Rustenburg, où des centaines de mineurs décidaient un sit-in souterrain pour demander une augmentation de 12500 rands. Début octobre l'usine Toyota de Durban était touché par une grève sauvage; on estimait par ailleurs que 80 000 mineurs étaient en grève dans diverses mi-

(Suite en page 3)

Les capitalistes demandent un «choc de compétitivité», Les prolétaires devront répondre par le choc de la lutte de classe!

Alors que gouvernement Hollande a annoncé les orientations du budget le plus rigoureux depuis trente ans selon la presse, afin de réaliser ses objectifs de réduction du déficit et de la dette publique, les capitalistes accentuent leurs demandes en faveur d'un «choc de compétitivité».

Le président du «Groupe des Fédérations Industrielles» (qui affirme regrouper 80% de l'industrie française) a appelé le 4 octobre à un allègement des charges des entreprises de 50 milliards d'euros; cette diminution massive serait compensée par une augmentation de la CSG (*Contribution Sociale Généralisée*, taxe qui avait été instituée par la gauche pour faire payer l'ensemble des salariés) ou de la TVA.

Cette revendication patronale avait déjà été exprimée il y a des mois, lorsqu'il était apparu clairement que les industries françaises perdaient du terrain sur les marchés internationaux (y compris à l'intérieur de l'Europe)(1).

Le gouvernement a répondu benoîtement à ses interlocuteurs patronaux, épaulés par certains dirigeants syndicaux ultracollaborationnistes (2) que l'économie française n'avait pas besoin d'un choc, mais qu'il était prêt à étudier les moyens de restaurer la compétitivité des entreprises sur plusieurs années. Cependant selon certains journaux «les choses semblent avancer plus

vite que prévu. L'Elysée a confirmé mercredi [3/10] travailler sur une baisse importante des cotisations patronales» (3).

Le gouvernement a confié à l'ancien PDG d'EADS (société mère d'Airbus), Louis Gallois, la rédaction d'un rapport sur la compétitivité. Il n'y a pas de doute que le rapport que présentera ce dirigeant d'une grande industrie ira dans le même sens: le premier ministre Ayrault a affirmé le 11/9 que «ce rapport conduira le gouvernement à faire des propositions pour qu'il y ait un vrai choc de compétitivité» (choc qui, selon, lui serait «gagnant-gagnant pour les entreprises et les salariés»).

Parallèlement des négociations ont été ouvertes entre les «partenaires sociaux» pour arriver à davantage de «flexibilité» pour les entreprises, c'est-à-dire pour remettre en cause les protections qui existent encore pour les salariés dans le code du travail, tout en accordant «plus de sécurité et de protection pour les salariés»!!!

LES GARDES-CHOUERMES RÉFORMISTES

Favoriser les intérêts des entreprises et préserver ceux des salariés, c'est-à-dire accorder aux exploités ce qu'ils demandent sans s'attaquer aux intérêts des exploités, relève bien entendu du conte de fée le plus

absurde. Une entreprise est rentable dans la mesure où elle réalise un profit sur le dos de ses travailleurs. Augmenter la rentabilité signifie **augmenter l'exploitation**, augmenter le temps de travail non payé, diminuer le salaire réel que l'entreprise verse à ses employés. Les «charges» des entreprises que l'on voudrait massivement réduire, représentent ce qu'on appelle le «salaire différé»: la part du salaire que ne touche pas immédiatement le salarié parce qu'elle sert à financer les dépenses de maladie, les retraites et autres dépenses sociales indispensables à la vie. Les diminuer signifie pour les capitalistes **diminuer les salaires réels** (ce que veut dire dans leur langage: *baisser le coût du travail*), avec l'avantage que cette diminution passe beaucoup plus inaperçue qu'une diminution de l'argent touché chaque mois! Mais il s'agit bel et bien d'une baisse du salaire réel comme s'en apercevront les prolétaires lorsqu'augmenteront les taxes ou le prix des denrées.

Il n'existe pas de moyen «gagnant-gagnant» (pour reprendre le jargon économique à la mode) entre les travailleurs et les capitalistes, c'est-à-dire d'intérêt commun entre l'entreprise et les salariés, entre les patrons et les ouvriers, sinon, de manière temporaire et limitée, **contre d'autres entre-**

(Suite en page 2)

Amadeo Bordiga - Sur le fil du temps

LUTTE DE CLASSE ET «OFFENSIVES PATRONALES»

Paru sur le n°39 de 1949 (16-26 octobre) de Battaglia Comunista, l'organe alors du parti, ce «Fil du Temps» est en quelque sorte la suite de celui que nous avons publié sur le n° précédent du Prolétaire. Dans cet article, Amadeo Bordiga revient sur la question de la «misère» du prolétariat du point de vue marxiste qui va bien au delà de la question de la variation du salaire des prolétaires individuels: celui-ci peut bien enregistrer une augmentation, si en même temps la masse des profits capitalistes s'est fortement accrue et si la précarité de la condition ouvrière s'est accentuée, alors le poids de la domination capitaliste sur le prolétariat s'est accrue, la misère de ce dernier a augmenté. D'autre part Bordiga condamne la politique qui vise, non à résister pied à pied aux offensives capitalistes, mais qui donne à cette résistance l'objectif de la défense de la situation antérieure du capitalisme et qui cherche,

contre ces offensives, des alliances avec certains secteurs bourgeois, comme cela a été le cas face au fascisme en Italie. Politique non seulement illusoire, mais surtout profondément défaitiste.

L'article a été écrit avant l'ouverture d'une longue période de croissance économique et de hausse du niveau de vie prolétarien dans les pays capitalistes développés; mais si cette forte croissance a duré plusieurs décennies, elle ne pouvait que déboucher sur les crises actuelles et la guerre future. La perspective prolétarienne authentique, qui doit orienter les moindres affrontements, n'est pas le retour à la «bonne» époque du capitalisme de la deuxième moitié du siècle dernier et la défense - y compris par des lois de l'Etat bourgeois!!! - des «conquêtes» accordées alors à ses esclaves salariés, mais la lutte pour la destruction du capitalisme qui ne promet aux prolétaires qu'une condition de plus en plus **intolérable**.

HIER

Les erreurs dans la pratique de la lutte prolétarienne et les désastreuses déviations qui ont historiquement caractérisé la période de la Première Guerre mondiale comme celle de la Seconde et de cet après-guerre, sont étroitement liées à l'oubli et l'abandon des fondements de la méthode marxiste.

Marx a relié la prévision de la reprise révolutionnaire du prolétariat aux lois économiques du cours capitaliste.

Les révisionnistes ont voulu prendre en défaut le système marxiste en affirmant que notre révolution avait un siècle de retard,

alors que Marx avait prévu qu'elle serait plus rapide que la révolution bourgeoise, étant donné l'extension des moyens de communication à l'échelle mondiale; ils prétendent donc que ces lois étaient fausses et que l'histoire la plus récente du régime bourgeois en a démenti la thèse centrale: toujours plus de richesse à un pôle, toujours plus de misère à l'autre.

Et depuis cinquante ans, ils citent les statistiques de l'augmentation des salaires, de l'accroissement de la consommation par l'ouvrier industriel, les résultats de l'énorme machinerie des réformes sociales qui tendent à empêcher les travailleurs exclus du cycle de l'activité salariée pour cause d'ac-

cident, de maladie, de vieillesse ou de chômage, de crever complètement de faim. Et d'autre part, on prétend qu'il existerait un succédané aux revendications du socialisme: l'extension des fonctions de l'appareil d'Etat central, le prétendu contrôle exercé par lui sur les revenus les plus élevés et sur les cas les plus voyants de spéculation capitaliste, la distribution à tous des avantages sociaux et des services collectifs.

Dans la conception révisionniste, tout cela tendait à dessiner la possibilité d'une distribution «progressive» et de plus en plus équitable du produit entre ceux qui ont

(Suite en page 7)

Les capitalistes demandent un « choc de compétitivité », les prolétaires devront répondre par le choc de la lutte de classe!

(Suite de la page 1)

prises et d'autres ouvriers. Marx répondait aux bourgeois et à leurs économistes qui prétendaient que capitalistes et ouvriers ont le même intérêt (puisque l'ouvrier doit se vendre au capitaliste pour vivre et que le capitaliste doit employer des ouvriers pour faire du profit) de la façon suivante:

« Plus le capital, destiné à la production, le capital productif s'accroît rapidement, plus l'industrie par conséquent est florissante, plus la bourgeoisie s'enrichit, mieux vont les affaires, plus le capital a besoin d'ouvriers et plus l'ouvrier se vend cher. La condition indispensable pour une situation passable de l'ouvrier est donc la croissance aussi rapide que possible du capital productif ». (4). Cette constatation paraît évidente et c'est pourquoi les réformistes, de gauche ou d'extrême gauche, demandent toujours que les capitalistes investissent au lieu de dépenser leur argent de manière improductive; adeptes de la collaboration entre les classes et croyants fanatiques en l'éternité du capitalisme, ils affirment sur tous les tons que la croissance qui résulte de ces investissements, est la solution pour améliorer la situation ouvrière en même temps que celle de toutes les classes de la société (à l'exception des méchants financiers parasites). Laissons cependant Marx continuer:

« Mais qu'est-ce que la croissance du capital productif? C'est la croissance de la puissance du travail accumulé sur le travail vivant, c'est la croissance de la domination de la bourgeoisie sur la classe laborieuse. (...) Dire: l'ouvrier a intérêt à un accroissement rapide du capital, cela signifie seulement: plus l'ouvrier augmente rapidement la richesse d'autrui, plus les miettes du festin qu'il recueille sont substantielles. (...) Lorsque le capital s'accroît rapidement le salaire peut augmenter, mais le profit du capital s'accroît incomparablement plus vite. La situation matérielle de l'ouvrier s'est améliorée, mais aux dépens de sa situation sociale. L'abîme social qui le sépare du capitaliste s'est élargi.

(...) Dire que la condition la plus favorable pour le travail salarié est un accroissement aussi rapide que possible du capital signifie seulement ceci: plus la classe ouvrière augmente et accroît la puissance de la classe qui lui est hostile, la richesse étrangère qui la commande, plus riches favorables les circonstances dans lesquelles il lui sera permis de travailler à nouveau à l'augmentation de la richesse bourgeoise, au renforcement de la puissance du capital, contente qu'elle est de forger elle-même les chaînes dorées avec lesquelles la bourgeoisie la traîne à sa remorque ».

Les tenants de l'investissement et de la croissance économique, n'œuvrent donc pas pour une amélioration de la condition prolétarienne ni pour une atténuation des divisions sociales, mais pour une domination sociale accrue des prolétaires par les capitalistes: ces « réformistes » agissent contre les intérêts prolétariens, ils sont en fait des agents du capitalisme!

Ils pourraient cependant nous répondre: après tout si le capitalisme arrive à augmenter les salaires et à donner de l'emploi, les prolétaires peuvent bien accepter d'être socialement (et politiquement, économiquement, intellectuellement, etc.) dominés! Donc, en bons gardes-chiourmes, œuvrons pour améliorer, dans la mesure du possible, les conditions de l'esclavage et tout le monde, capitalistes et prolétaires, sera satisfait.

Et c'est d'ailleurs ce qui explique en définitive les décennies et les décennies de paix sociale après la victoire de la contre-révolution: tant que le capitalisme nourrit ses esclaves et leur procure une existence « passable », ceux-ci acceptent, bon gré, mal gré (avec toujours la menace de la trique!), leur sort...

Toutefois, poursuit Marx, cette condition la plus favorable pour le travail salarié, n'est pas une règle constante et obligatoire; nous ne devons pas croire les économistes bourgeois « lorsqu'ils disent que plus le capital est gras, plus son esclave s'enrichit ».

La croissance économique augmente en effet la concurrence entre les capitalistes, la « guerre industrielle des capitalistes entre eux », qui « a ceci de particulier que les batailles y sont moins gagnées par le recrutement que par le congédiement de l'armée ouvrière. Les généraux, les capitalistes, rivalisent entre eux à qui pourra licencier le plus de soldats d'industrie ».

L'accroissement du chômage est la conséquence inévitable à un certain point de la croissance capitaliste, même si, pendant toute une période, le licenciement des uns peut être « compensé » par l'embauche d'autres dans de nouvelles branches de l'économie. Mais il y a plus:

« Au fur et à mesure que les capitalistes sont contraints (...) d'exploiter à une échelle plus grande les moyens de production gigantesques déjà existants et dans ce but de mettre en action tous les ressorts du crédit, les tremblements de terre industriels (...) deviennent plus nombreux, en un mot, les crises augmentent. Elles deviennent de plus en plus fréquentes et de plus en plus violentes (...). Mais le capital ne vit pas seulement du travail. Maître à la fois distingué et barbare, il entraîne dans sa tombe les cadavres de ses esclaves, des hécatombes entières d'ouvriers qui sombrent dans les crises ».

Trois millions de chômeurs (et 5,1 millions de demandeurs d'emplois en ajoutant toutes les catégories statistiques) en septembre en France, 25 millions dans l'Union Européenne en août (soit 2 millions de plus qu'il y a un an): il n'y a pas besoin de commentaire supplémentaire pour constater la véracité de cette analyse de Marx...

NON AUX SACRIFICES POUR « SORTIR DE LA CRISE »!

Les crises sont la concurrence inévitable de la course aux investissements et de la croissance; s'ils sont enchaînés au capitalisme par une longue habitude de pratique et de politique interclassistes, les prolétaires se retrouvent démunis face aux crises et à leurs conséquences en termes de licenciements, de baisse des salaires, de précarité accrue. Dans tous les pays, les bourgeois et leurs laquais réformistes leur présentent comme la seule solution de se serrer la ceinture, d'accepter – temporairement, bien sûr! – des sacrifices, pour restaurer ou accroître la « compétitivité » de l'entreprise ou de l'économie nationale, pour sortir de la crise, pour restaurer les comptes publics, pour rester dans la zone euro, etc; sinon des catastrophes plus graves les frapperont.

Mais personne d'autre que le capitalisme provoque les catastrophes qui frappent les prolétaires! Essayer de leur échapper en voulant démontrer aux patrons que l'entreprise peut-être compétitive (et que donc il ne faut pas la fermer), accepter les sacrifices pour sauver l'économie ou renoncer à la lutte pour ne pas la mettre en péril, en un mot se plier aux exigences capitalistes, ce n'est pas une solution pour préserver l'avenir.

La crise actuelle n'est pas un mauvais moment à passer avant le retour à la période heureuse de la « croissance », comme le proclame le gouvernement. Le capitalisme peut sans doute sortir de la crise actuelle mais seulement en écrasant davantage les prolétaires; et s'il en sort, ce ne sera que pour retomber un peu plus tard dans une crise plus grave encore.

Les prolétaires qui auront accepté sans réagir de se soumettre aux intérêts du capitalisme, seront encore plus impuissants pour réagir à cette nouvelle crise et combattre son

cortège de nouvelles conséquences catastrophiques; jusqu'à ce que, de crises en crises, le capitalisme ne trouve finalement plus d'autre issue à la surproduction qui l'étouffe cycliquement, qu'une nouvelle guerre mondiale provoquant suffisamment de destructions, d'hécatombes d'ouvriers et de populations pour que soit possible le démarrage d'un nouveau grand cycle de croissance...

POUR LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE!

Il y a une seule issue à cette spirale infernale; c'est l'inverse de celle que préconisent toutes les forces de la collaboration entre les classes: non pas l'acceptation des sacrifices, mais la lutte ouverte pour la défense des seuls intérêts de classe du prolétariat, contre les intérêts bourgeois de la défense de l'économie et de la nation. Non pas l'acceptation de la course à la « compétitivité » qui signifie division des prolétaires, accroissement de la concurrence entre eux, mais l'établissement de la solidarité de classe entre les prolétaires de différentes usines, de différentes corporations, de différentes nationalités, d'âges et de sexe différents, entre les chômeurs et ceux qui ont un emploi.

En un mot, non la résignation à la dégradation croissante des conditions de vie et de

travail, mais le retour à la lutte de classe pour résister d'abord au capitalisme, avant d'être ensuite assez fort pour le liquider en se lançant à l'attaque contre la classe dominante, son Etat et tous ses sbires!

(1) Voir par exemple la brochure de l'« Institut de l'Entreprise », janvier 2012, à www.institut-entreprise.fr. Le gouvernement Sarkozy avait répondu à cette demande par son projet de « TVA sociale », vivement critiqué par la gauche pour son caractère antisocial.

(2) Voir l'interview du dirigeant de la CFDT Chérèque qui affirmait comme eux le premier septembre: « le coût du travail est aussi un facteur de perte de compétitivité ». cf www.lejdd.fr/Societe/Social/Actualite/Francois-Chereque-demande-au-gouvernement-d-acceler-les-reformes-sociales-550030

(3) cf www.lejdd.fr/Economie/Actualite/Quels-leviers-pour-financer-le-choc-de-competitivite-564488

(4) Toutes les citations de Marx sont extraites de « Travail salarié et Capital », texte d'une série de conférences faites par lui en 1847 à l'Association des ouvriers allemands de Bruxelles.

ITALIE

Encore les mineurs en première ligne: « Nous Lutterons jusqu'au bout, désormais nous sommes en guerre! »

« Nous lutterons jusqu'au bout, désormais nous sommes en guerre », c'est ainsi que les journaux télévisés, ont synthétisé le 27 août la décision, prise à l'unanimité en assemblée générale par les mineurs de Carbosulcis, d'entrer en lutte pour défendre leur poste de travail.

L'écho de la lutte des mineurs sud-africains et de la sanglante répression perpétrée par la police démocratique d'une Afrique du Sud écrasée, non plus par l'apartheid, mais comme dans tous les pays par le profit capitaliste, ne s'était pas encore éteint que les mineurs de Sardaigne faisaient entendre leurs voix. Le 26 août au soir, une trentaine de 270 mineurs de Sulcia sont descendus à 373 mètres sous terre occuper la mine de charbon dans la tentative d'obtenir une solution à leur situation. « Nous resterons là des semaines, des mois: que l'on ne se fasse pas d'illusions, nous ne lâcherons pas. En 1995, nous sommes restés cent jours dans les galeries. Des promesses, nous en avons trop entendu. Nous ne ressortirons que lorsque nous aurons eu des réponses » écrit *Il Corriere della Sera* du 28/8 en citant le porte-parole qui, à la surface, coordonne l'occupation. « Nous sommes prêts à tout, y compris à nous comporter comme des fous », et d'autres qui descendaient dans le puits, rapporte le même journal, lançaient aux reporters accourus sur place des paroles tranchantes comme des coups de rasoir: « Nous avons des explosifs et des détonateurs. Ne nous contraignez pas à nous en servir! ». Il s'agit de 300 kg d'explosifs que les mineurs ont « mis à l'abri » dans les puits...

La mine de Nuraxi Figus n'est pas une exploitation antique; il s'agit de la dernière mine de charbon d'Italie: « L'installation est technologique et sûre. On n'y travaille pas dans des conditions lamentables comme en Chine ou en Afrique du Sud » disent les mineurs. Mais les visages qui remontent à la surface sont toujours noirs de charbon, c'est pourquoi on les appelle toujours des gueules noires. La mine est exploitée par l'entreprise Carbosulcis qui a fait partie de diverses sociétés à participation étatique et elle est aujourd'hui propriété de la Région Sardaigne. Dans le cadre de sa politique de privatisation, celle-ci a décidé de la fermer à la fin de

l'année, parce que le projet de fournir du charbon à la centrale électrique voisine et aux entreprises industrielles Alcoa, Eurallumina et Glencore a capoté en raison du coût trop élevé de l'énergie qui en est tiré. Comme il n'y a de fonds européens que pour une seule centrale, l'Enel [l'EDF italienne] a décidé de privilégier la centrale de Porto Tolle, évidemment plus rentable, plutôt que celle de Nuraxi Figus.

La fermeture de la mine et la crise de l'industrie en Sardaigne font planer une menace dramatique de chômage pour les prolétaires d'Alcoa, d'Eurallumina, de Glencore, de Vilnyls, en plus de Cabosulcis avec ses 463 travailleurs au total. La situation dans cette dernière entreprise est explosive et la crainte d'une dure lutte ouvrière préoccupe les autorités de l'île, confrontées à une augmentation notable du chômage au cours des derniers mois.

Les syndicats officiels qui sont encore en mesure de garder le contrôle de la colère des mineurs avec des projets de « requalification » de la mine dans le cadre de la politique de privatisation pour la « capture et le stockage du CO₂ dans le sous-sol » (*L'Unità*, 28/8/12), savent que la situation pourrait leur échapper. Le secrétaire de la CGIL [l'équivalent de la CGT] de l'île avertit: « la Sardaigne est une poudrière dont les mèches sont allumées. D'ici peu, le syndicat ne pourra plus contrôler les tensions sociales, parce qu'il n'y a pas de volonté politique de réfléchir à des projets qui apportent des réponses véritables au 14% des Sardes sans travail et au 40% des jeunes qui sont au chômage » (*L'Unità*, ibidem).

Après avoir ouvertement avoué que leur rôle principal n'est pas d'organiser la défense des intérêts élémentaires des prolétaires, mais de « contrôler les tensions sociales », les responsables syndicaux sont prêts, si les « réponses véritables » n'arrivent pas, à passer la main aux forces de l'ordre qui savent comme répondre avec leurs équipements anti-émeutes aux tensions sociales!

Les mineurs de Sulcis et les prolétaires des grandes et des plus nombreuses petites entreprises, ont en fait un intérêt commun: le salaire, que les capitalistes soient ou non

ITALIE ...

capables de leur donner un emploi. Unis et organisés dans une lutte commune, ils pourraient constituer une force véritable capable de résister à l'attaque qu'ils subissent par les capitalistes nationaux ou étrangers qui ne sont guidés que par le souci de la rentabilité des activités industrielles; si les profits ne sont pas au rendez-vous, ceux-ci n'hésiteront jamais à licencier les travailleurs jugés surnuméraires ou à fermer des entreprises et à transférer l'activité là où elle peut être plus rentable. Nul besoin de stratégies supergénéralisées pour comprendre que **l'union fait la force!** La lutte de classe prolétarienne a sa base dans l'unité de classe, dans la solidarité de classe, unité et solidarité qui trouvent leur ciment dans le même intérêt de classe: **obtenir un salaire, même quand les capitalistes ferment une entreprise.** Mais cet objectif ne peut être atteint pour tous les ouvriers concernés que par la lutte ouverte pour la bonne raison, comme les mineurs de Sulcis l'ont bien compris et n'ont pas hésité à le proclamer, qu'**avec les capitalistes, nous sommes en guerre!** Les capitalistes ne font pas de cadeaux et leurs gouvernements non plus: pour leurs intérêts ils prennent la vie de tous prolétaires en terme de temps de travail comme en terme d'existence physique, le profit vaut pour eux plus que la vie de n'importe quel travailleur.

Pourquoi donc les prolétaires devraient accepter sans réagir d'être exploités, de risquer leur vie, d'être écrasés de fatigue quand il y a du travail, et de tomber dans la misère quand il n'y a en pas? Les «tensions sociales» que les syndicats et les partis dits «ouvriers» – en réalité vendus à la bourgeoisie – en bons pompiers sociaux s'efforcent d'apaiser, sont produites par le capitalisme: elles sont la conséquence des antagonismes d'intérêts entre la classe des capitalistes et la classe des prolétaires. Elles démontrent que cette société avec ses gouvernements et ses lois, avec ses banques et ses polices est organisée pour les capitalistes, pour les bourgeois! Pour connaître une société à mesure d'homme, centrée sur la satisfaction des besoins humains vitaux et non sur les besoins du marché et du profit, les prolétaires n'ont pas d'autre choix que la lutte contre l'esclavage salarié!

Cette lutte commence par l'organisation de la défense exclusive de leurs intérêts immédiats, comme le font les mineurs de Sulcis, les mineurs de la Lonmin en Afrique du Sud, les mineurs des Asturies, comme le font les prolétaires quand ils commencent à prendre entre leurs mains l'initiative de la lutte en dépassant les barrières érigées par les forces du collaborationnisme interclassiste.

En effet les prolétaires ne trouvent pas en travers de leur route seulement les capitalistes, leurs lois et leurs polices; ils trouvent aussi les forces de l'opportunisme syndical et politique, forces qui tout en se disant du côté des prolétaires travaillent en réalité pour les capitalistes; forces qui au lieu d'organiser la lutte pour la défense des travailleurs et de leurs intérêts, cherchent à les convaincre qu'il est indispensable de «concerter» avec les capitalistes et les autorités des accords tenant compte des exigences du profit et du marché.

Mais profit et marché sont toujours en opposition aux intérêts prolétaires et ceux qui s'emploient à «accorder» les intérêts des prolétaires et les intérêts de l'entreprise ne sont que des agents du capital: ils feront tout pour étouffer la combativité et briser la lutte, démontrant leur utilité à leurs patrons dans cette sinistre besogne!

Vive la lutte des mineurs de Sulcis!

Vive l'unité et la solidarité de classe prolétariennes!

Pour la défense du poste de travail, pour des conditions de travail sûres et sans danger, et, surtout, pour le maintien intégral du salaire aux licenciés!

Pour la réorganisation classiste de la lutte prolétarienne, en défense exclusive des intérêts ouvriers immédiats: la vie des ouvriers ne se troque pas contre un emploi!

Luttes ouvrières et répression capitaliste au pays de Mandela

(Suite de la page 1)

nes du pays.

Après la répression bestiale à Marikana, le gouvernement a décidé d'ouvrir une enquête officielle pour calmer l'indignation suscitée par ce massacre; il n'y a cependant aucun doute sur les causes et la réalité des faits: tout indique que la tuerie était préméditée et que comme nous le disions dans notre tract, le syndicat officiel (le NUM, *National Union of Mineworkers*) et le PC sud-africain appelaient à la répression des grévistes. L'attitude des autorités vis-à-vis des autres grèves confirme, s'il en était besoin, de quel côté se trouve le gouvernement et les syndicats officiels.

C'est ainsi qu'à Rustenburg, le NUM déclarait la fin de la grève après avoir signé un accord avec les patrons, mais les mineurs continuaient leur action et traitaient le NUM de «menteur». La police intervenait contre les grévistes avec des balles en caoutchouc, faisant un mort. Cependant la vague de grève semblait s'étendre à d'autres secteurs: 20000 conducteurs de poids lourds, les ouvriers de Dunlop à Howick où 14 grévistes étaient blessés par des balles en caoutchouc tirées par des milices patronales, etc. Entre temps le gouvernement de Jacob Zuma, qui avait fait semblant de s'émouvoir du massacre de Lonmin, a envoyé l'armée jusqu'à la fin de l'année à Marikana «pour maintenir le calme». Le 2 octobre Goldfields faisait évacuer 5000 grévistes des dortoirs où ils s'étaient installés; après que, début octobre les grèves sauvages s'étaient à une autre de ses mines, à Bokoni, à des centaines de kilomètres de l'épicentre des grèves constitué par les villes de Marikana et Rustenburg, Amplast décidait de licencier 12000 grévistes de Rustenburg, tandis que AngloGold Ashanti menaçait elle aussi de licencier les grévistes.

Après que la COSATU (qui avec le PC sud-africain et l'ANC de Mandela et Zuma,

fait partie de la «Triple Alliance» anti-prolétarienne au pouvoir) ait dénoncé à plusieurs reprises les grèves sauvages, lors de son congrès de la fin septembre, elle a affirmé son soutien aux travailleurs, notamment aux chauffeurs en grève (déclaration qui n'engage à rien), tout en leur demandant d'éviter tout acte de violence; le syndicat des chauffeurs routiers, lui, déclarait carrément que les actions violentes des grévistes (attaques et incendies de camions qui essayent de briser la grève), étaient l'oeuvre de «voyous!» De son côté, le président Zuma est venu au congrès pour affirmer sans rire que: «le syndicalisme est le seul bouclier des travailleurs pour les protéger et les défendre» (1)! Les grévistes de Lonmin qui ont vu les permanents du NUM (le principal syndicat de la COSATU) prêter main-forte à la police contre eux, apprécieront... *L'Humanité* qui reproduit ces propos, ne craint pas d'écrire que ceux qui contestent l'action du NUM le font parce que ce syndicat, «allié de l'ANC, a été l'un des leviers de la lutte anti-apartheid, de la lutte de libération nationale, tout en s'inscrivant dans un combat syndical de classe» (2): le PCF reste fidèle à sa longue tradition de mensonge stalinien en insinuant que les opposants au NUM sont des nostalgiques de l'apartheid! En réalité, l'ANC, le PC sud-africain et les syndicats qu'il contrôlaient, ont tout fait pour empêcher que, dans la lutte contre l'apartheid, les prolétaires prennent une position de classe, les enchaînant aux orientations démocratiques-bourgeoises. C'est la même politique anti-prolétarienne qu'ils continuent aujourd'hui (3).

La vague de grèves actuelle qui secoue l'Afrique du Sud et qui se heurte non seulement à la répression patronale et policière, mais aussi au sabotage et à l'action de **briseurs de grèves** des syndicats de la COSATU et du PC, démontre une fois de plus la nécessité de **l'organisation indépendante de classe** pour mener la lutte contre les

patrons, mais aussi de l'organisation politique, du **parti de classe**, pour que cette lutte ne soit pas engluée dans les filets de la collaboration entre les classes et qu'elle puisse se hisse au niveau d'une lutte générale contre le capitalisme et l'Etat bourgeois. C'est ce message que les prolétaires sud-africains envoient à leurs frères de classe du monde entier!

Nous reproduisons ci-dessous le tract diffusé lors du massacre de Marikana. Le chiffre officiel des mineurs tués par la police ce jour là est maintenant de 34, mais il reste sujet à caution. En dépit de cette sanglante répression et des pressions multiples, les mineurs de Lonmin ont continué la lutte, avant de finalement accepter l'accord conclu avec la direction pour des augmentations de salaires des plus de 20000 travailleurs de l'entreprise: les foreurs (qui ont été l'élément central de la grève à Marikana) ont obtenu 22% d'augmentation (11000 rands), les mineurs de base 15% et les autres travailleurs 11%. La direction aurait également accepté de prendre en charge les frais de nourriture et d'éducation des enfants des victimes.

(1) cf *L'Humanité*, 20/9/12

(2) Ibidem.

(3) Les néo-staliniens qui animent le «Front syndical de classe» n'ont sur leur site pas dit un mot sur la grève de Lonmin; par contre ils publient fièrement la nouvelle que la COSATU a décidé d'adhérer à la FSM (Fédération Syndicale Mondiale, qui regroupait les syndicats liés au pseudo «camp socialiste», en fait à l'impérialisme russe): la «COSATU revient dans sa famille, cette grande famille qui lutte contre l'exploitation de classe et la barbarie impérialiste». L'histoire de la FSM et de la COSATU montrent ce que ces mots veulent dire... cf <http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net>

Massacre de mineurs grévistes en Afrique du Sud

Le 18 juillet dernier la bourgeoisie mondiale célébrait la «journée Mandela», instituée à l'échelle internationale par l'ONU en novembre 2009 sous le signe de la paix, de la liberté, de la réconciliation, de la défense des enfants et des groupes vulnérables, etc., etc.: «un appel mondial à l'entraide», conformément aux valeurs de Mandela, comme l'écrivait, émue, *L'Humanité*, le quotidien du Parti Communiste Français...

En Afrique du Sud, plus de 12 millions d'enfants ont chanté des hymnes à Mandela avant d'aller en classe; les habitants étaient tous appelés à donner 67 minutes de leur temps (correspondant aux 67 années de militantisme de Mandela) pour aider les autres. Le syndicat IMATU demandait que cette journée où l'on célèbre «les 67 années de sa vie que Mandela a données pour les droits d'humanité, d'égalité, de justice et de démocratie dont jouissent aujourd'hui tous les sud-africains» devienne un jour férié, de façon que les individus puissent donner bien plus que 67 minutes à des causes utiles...

Tous ces écoeurants discours ne servaient qu'à cacher que Mandela et son parti l'ANC maintenant au pouvoir, ont toujours oeuvré pour maintenir **intacts** en Afrique du Sud non seulement le capitalisme, mais même, au nom de la «réconciliation», la domination économique et sociale de la bourgeoisie blanche.

L'apartheid a disparu, juridiquement les noirs ont les mêmes droits que les blancs; mais la réalité de l'exploitation, de l'oppression, de la misère et du racisme n'a pas changé pour l'écrasante majorité de la population sud-africaine. La seule différence est qu'une mince couche de bureaucrates, d'affairistes et de capitalistes noirs a pu intégrer la classe bourgeoise, que des bureaucrates syndicaux noirs sont entretenus, parfois grassement, pour trahir les intérêts des travailleurs et que des mercenaires noirs ont été recrutés pour «améliorer» l'action de la police.

C'est ce que démontre le massacre de Marikana: 36 mineurs grévistes de Lonmin, une mine d'étain, y ont été abattus au fusil-mitrailleur le jeudi 16 août par la police, selon les chiffres officiels; il y a en outre de nombreux blessés et plus de 250 grévistes ont été

arrêtés. Le pays n'avait pas connu pareil massacre depuis l'époque de l'apartheid...

Renforcée par ce massacre et pensant que les grévistes ont été anéantis par cette sanglante répression, leur a lancé un ultimatum: la reprise du travail ou le licenciement.

*

Les mineurs de Lonmin, une multinationale basée à Londres et qui emploie 20 000 personnes dans ses différents établissements d'Afrique du Sud, étaient en grève depuis le dix août pour une augmentation de salaire de 4000 à 12 500 rands (de 390 à 1200 euros). Les conditions de vie et de travail des mineurs sont particulièrement difficiles; ils vivent dans des taudis sans eau courante pour des salaires de misère, les soins médicaux sont presque inexistantes, etc.

Avant le massacre de jeudi, les affrontements entre grévistes et non grévistes avaient déjà fait 10 morts. Le principal syndicat des mineurs, le NUM (National Union of Mineworkers), dont les travailleurs condamnent la collusion avec le patronat et qui était hostile à la grève, lançait le 13 août un appel à l'armée «pour rétablir l'ordre» (1): la grève n'était en effet pas légale selon le code du travail. Un gréviste interviewé par la presse commentait: «le NUM nous a trahi; il travaille avec les Blancs et il ramasse de l'argent. Il a oublié les travailleurs» (2).

Alors que la direction affirmait qu'elle ne négocierait qu'après la reprise du travail, environ 3000 grévistes s'étaient rassemblés sur une colline pour bloquer l'entrée de la mine en disant qu'ils n'en bougeraient pas. Pour se défendre ils avaient confectionné ou pris des armes de fortune: bâtons, couteaux, machettes. Les policiers, lourdement armés et qui, selon des grévistes, étaient aidés par des dirigeants du NUM (3), ont employé divers moyens pour mettre fin à ce rassemblement jugé «illégal»: barbelés, gaz lacrymogènes, canons à eau, balles en caoutchouc, avant de tirer à balles réelles contre les travailleurs.

Pour se justifier la police affirme contre toute évidence avoir agi

(Suite en page 4)

CUBA

Il y a des lustres, «passait un joyeux charretier...»

Avec ce titre nous évoquons la musique cubaine (1), mais surtout l'image de l'île du sucre, du tabac et du café qui à l'époque du Comecon (organisation économique associant les pays du bloc soviétique) était moins soumise qu'aujourd'hui aux pressions du marché mondial. Réveillée du rêve (ou du cauchemar) du «socialisme dans un seul pays», l'île de la musique et du soleil, de la promenade au bord de mer, des palmiers et des plages de sable blanc, se rend compte que son enviable exubérance tropicale ne faisait que cacher une faiblesse et une précarité matérielles que le «socialisme cubain» n'avait jamais fait disparaître; et si la situation actuelle ne garantit ni le maintien de la paix sociale ni la stabilité économique, il est grand temps que le prolétariat sorte de son sommeil et commence à prendre le chemin de la lutte...

Avant la crise de la Russie et de ses satellites, le travailleur cubain pouvait accéder, avec le système du «livret» (rationnement) et des produits subventionnés, à une consommation minimum. *Le Monde* (2) rapportait l'opinion d'un ouvrier cubain sur ces subventions: «au moins grâce à elles, nous évitons que nos jeunes se transforment en torches vivantes», en faisant allusion aux

immolations qui ont été à l'origine du «printemps arabe».

Mais depuis la chute du mur de Berlin, l'implosion de l'URSS et du Comecon (qui représentait 80% de la balance commerciale cubaine), ces subventions n'ont cessé de se réduire et elles sont en voie de disparition. Il en va de même pour les produits inscrits dans le «livret». En 1993, avec la disparition de 5 milliards de dollars d'aides diverses jusque là fournies par l'URSS, la crise s'exacerba, les rationnements s'aggravèrent en même temps que se répandaient les pénuries: l'île se trouvait à genoux. Les conséquences ne se firent pas attendre: un an après éclate un violent affrontement social, rapidement et efficacement étouffé, mais qui provoqua un fort mouvement d'émigration vers les Etats-Unis sur des embarcations de fortune.

Devant cette situation de disparition du chiche «Etat-providence» soviétique, les autorités cubaines décidèrent de réaliser une série d'ouvertures aux marchés occidentaux traditionnels. Ce fut l'époque de la dite «Période spéciale» dont le résultat essentiel fut la création d'une masse énorme de force de travail susceptible d'être exploitée et de permettre ainsi la croissance économique dont Cuba a un besoin urgent: c'est sur la force de

travail vivante que croît la plant du Capital! Progressivement, malgré divers retours en arrière et suspensions des mesures prises, les autorités en sont arrivées au plan actuel dont la mesure essentielle est la réduction drastique du nombre de fonctionnaires. Cependant cette mesure (500 000 emplois à éliminer sur un total de 4 - 5 millions) annoncée par Raul Castro en 2010, a été adoucie et le nombre d'emplois à supprimer a été réduit, évidemment par crainte des conséquences connues après l'effondrement soviétique (3). Il faut ajouter qu'une bonne partie des fonctionnaires restants, à cause de leur salaire de misère sont conduits à essayer de trouver d'autres emplois (étant donné que «comme l'Etat semblait de nous payer, nous faisons semblant de travailler»). La mesure de réduction du nombre des fonctionnaires a déjà concerné plus de 300 000 personnes (dont 130 000 en 2011, et 112 000 en 2012) qui ont été incitées à devenir des «travailleurs indépendants», statut leur permettant d'acheter de la force de travail. Le gouvernement fournit des permis et autres patentes pour exercer «librement» près de 200 «petites métiers» qui vont de la prestation de divers services domestiques, restauration, location de chambres à la vente de

glaces dans la rue.

Il ne fait aucun doute qu'une bonne partie des «travailleurs indépendants» sont destinés à être absorbés par le secteur touristique qui constitue l'une des plus importantes sources de revenu de Cuba. Pour les autorités, ceci n'est pas en contradiction avec les principes communistes qu'ils prétendent suivre: «ils ne croient pas qu'il y ait [à Cuba] l'exploitation de l'homme par l'homme», selon un membre de la Présidence de la Commission de Travail Politique et Idéologique qui «a nié qu'on soit en train de violer l'article de la Constitution qui interdit l'exploitation de l'homme par l'homme dans le cas des travailleurs qui fournissent contre un salaire leur force de travail à une autre personne jouissant du statut de travailleur indépendant» (4). Etant donné que le salaire est la base de l'exploitation capitaliste, nous ne savons pas au nom de quels principes parlent les autorités cubaines!

UN APPAREIL PRODUCTIF LIMITÉ

Selon une déclaration officielle du VI^e Congrès du PC Cubain (avril 2011): «La crise économique qui a commencé en 2008 a été une cause des réformes modestes vers le marché introduites ces dernières années (...). Cuba affronte une crise sévère, quoique pas aussi grave que celle de 1993-94 liée à l'effondrement de l'URSS. En 2010 l'économie a progressé de 2%, le tiers de la moyenne régionale (...). La formation de capital brut a diminué pour la deuxième année consécutive de 10% (...). La liquidité monétaire a augmenté de 42%, deux fois plus qu'en 1989. Bien que la balance des paiements se soit un peu améliorée, les termes de l'échange se sont détériorés pour la troisième année consécutive (en raison de l'augmentation des prix du pétrole et des produits alimentaires, la dette extérieure s'est élevée à 14,3 milliards de dollars, trois fois plus qu'en 1989) et la dépendance de Cuba vis-à-vis du Venezuela a augmenté. La construction de logements a diminué jusqu'à la moitié du taux pour mille habitants atteint en 1989. Le chômage ouvert s'est maintenu à 1,6% mais en réalité il était de 11,6% en raison de l'excédent de main d'oeuvre étatique» (5). Seules les statistiques à Cuba sont en rouge...

Il faut préciser que l'amélioration de la balance des paiements est due surtout à l'exportation de services et de personnes vers d'autres pays; il y a des dizaines de milliers de cubains qui travaillent en dehors du pays comme médecins, entraîneurs sportifs ou techniciens agricoles, que ce soit en Amérique Latine ou dans certains pays africains. Cela ne peut masquer le profond déséquilibre commercial qui marque les échanges extérieurs du pays, entre les produits vendus et ceux achetés.

Toutes ces données s'expliquent en grande partie par la débilite de l'appareil productif et en général des ressources de l'économie cubaine: «Nickel, Services médicaux (70 000 médecins cubains travaillent au Venezuela et en Angola), biotechnologie, tourisme, et enfin les envois d'argent par les 2 millions de cubains immigrés» (6). Sur cette base il est plus facile de faire des plans de coupures que des plans sociaux!

La production agricole n'est pas moins calamiteuse. Elle n'avait jamais été remarquable à l'époque du Comecon et l'Etat russe n'a jamais eu pour priorité de sortie Cuba de la mono-production, de la dépendance et de l'arriération industrielle. En outre il faut savoir que 80% de la population cubaine vit dans les villes, à la suite de l'exode rural du à l'échec de la réforme agraire. Tout cela a précipité le déclin de la production des denrées de première nécessité, déprimé les rares industries existantes comme celle du sucre (avec des récoltes toujours plus faibles) et du bétail (dont le vol aurait atteint l'année dernière des chiffres record), obligeant le gouvernement à attribuer 1,4 millions d'hectares à 150 000 paysans transformés en petits fermiers. A part un appel métaphysique au «devoir révolutionnaire» quel

Massacre de mineurs grévistes en Afrique du Sud

(Suite de la page 3)

«en légitime défense» face à des tirs venus des mineurs. Dans le but de préserver les formes démocratiques, le gouvernement de l'ANC a annoncé qu'il y aurait une enquête afin de déterminer ce qui s'était vraiment passé. Mais il n'y a pas besoin d'enquête pour comprendre qu'il s'agit d'une tuerie perpétrée pour briser un mouvement de grève, et que le gouvernement et les grandes organisations syndicales qui lui sont liées, soutiennent les intérêts capitalistes!

Le leader du NUM a accusé l'AMCU, le petit syndicat, formé d'anciens membres du NUM, qui dirige la grève, d'être à l'origine des violences: «Il faut arrêter les meneurs» a-t-il exigé (4). De son côté, le PC sud-africain qui regroupe nombre de bureaucrates syndicaux, a également demandé le 16 août l'arrestation des dirigeants de l'AMCU, la fusillade étant «un acte barbare coordonné par l'AMCU»! Selon lui, les dirigeants de l'AMCU avaient été expulsés du NUM «à cause de leur anarchie» (5)...

Quant à la grande Confédération syndicale COSATU, liée à l'ANC de Mandela et à laquelle appartient le NUM, elle a publié un communiqué le 16 août, qui exprime ses condoléances aux familles des victimes. Mais ce ne sont que des larmes de crocodile: pas un mot pour critiquer la violence policière! La seule chose que ces bonzes syndicaux condamnent, c'est la «violence et l'intimidation»... de l'AMCU! Le communiqué de la COSATU appelle les dirigeants de organisations syndicales à se réunir, non pas pour réagir au massacre policier, mais pour faire face «à une stratégie politique délibérée d'utilisation de l'intimidation et la violence

(...) pour créer des syndicats dissidents et affaiblir le mouvement syndical» (6)!

La collusion des appareils syndicaux avec les capitalistes, qui s'exprime de cette façon si abjecte, peut s'illustrer d'un seul fait: l'ancien bonze en chef de la COSATU, Cyril Ramaphosa, est membre du conseil d'administration de Lonmin! Pendant la période où il dirigeait la Confédération syndicale, il a amassé une fortune considérable, pour prix des services rendus aux capitalistes sud-africains...

La crise économique capitaliste mondiale touche aussi l'Afrique du Sud, aggravant l'exploitation capitaliste et la misère des masses. La pauvreté est toujours endémique en dépit des discours officiels, l'extrême pauvreté aurait même doublé en 10 ans. Officiellement, le taux de chômage, en hausse, a atteint les 25,2%, tandis que des estimations non officielles le placent à 40% (et 73% pour les moins de 35 ans!) (7). Les salaires restent très bas et les conditions de travail souvent bestiales.

Cette dégradation de la situation des prolétaires et des masses est à l'origine d'un regain des grèves et des agitations depuis de nombreux mois. Ce que craignent la mafia politico-économique de l'ANC, les appareils syndicaux et les bourgeois en général, c'est que cette agitation débouche sur une généralisation des luttes et sur l'organisation de classe des travailleurs.

Les dirigeants de l'AMCU se lamentent que les policiers, au lieu d'aider les gens, tuent les travailleurs (8). Mais quand les armes de la propagande démocratique lénifiante et les hymnes au pacifisme de Mandela, ne suffisent pas à calmer les prolétaires, les bourgeois n'hésitent jamais à leur envoyer des balles.

Cette dure leçon apprise dans le sang, les prolétaires non seulement d'Afrique du Sud, mais du monde entier en devront jamais l'oublier. L'affrontement entre les classes est une guerre sociale, qui est tantôt ouverte, tantôt larvée, mais qui ne pourra se terminer que par la destruction violente du pouvoir bourgeois, la prise du pouvoir par le prolétariat et le renversement du capitalisme.

Pour que les escarmouches d'aujourd'hui préparent la grande lutte de demain qui vengera les innombrables victimes du capitalisme, les prolétaires de tous les pays devront commencer par rompre avec les syndicats et partis vendus qui, en prônant la collaboration entre les classes, les désarment face aux capitalistes, quand ils ne collaborent pas directement avec ces derniers. C'est le premier pas pour pouvoir se défendre et pour retrouver la voie de la lutte de classe intransigeante contre le capitalisme.

Solidarité de classe avec les mineurs en lutte de Lonmin!

18/7/2012



(1) http://www.lemonde.fr/afrique/visuel_interactif/2012/08/17/une-semaine-de-violences-dans-un-conflit-minier-en-afrique-du-sud_1747167_3212.html

(2) <http://www.thestar.com/news/world/article/1243035-in-south-africa-police-fire-on-striking-miners-killing-at-least-six>

(3) <http://www.timeslive.co.za/thetimes/2012/08/17/killing-field>

(4) cf *The Guardian*, 17/8/12

(5) <http://liveblog.mg.co.za/2012/08/16/lonmin-shootings-liveblog/>

(6) <http://www.cosatu.org.za/show.php?ID=6421>

(7) <http://www.iol.co.za/business/business-news/cosatu-shocked-by-unemployment-stats-1.1292074#>

(8) <http://mg.co.za/article/2012-08-18-malema-miners-were-killed-to-protect-cyril-ramaphosa-shares>

autre stimulus d'une production qui n'arrive pas à décoller, pourrait inventer l'Etat?

Le VIe Congrès, qui cette fois «ne s'est pas focalisé sur les dommages causés par le blocus [américain - NDLR] mais sur les causes internes qui empêchent la croissance» (7) a essentiellement souligné la nécessité d'accélérer les réformes permettant une accumulation plus conséquente de capital; d'où «l'autorisation de l'achat et de la vente, ainsi que le droit de les échanger, des maisons et les appartements», qui fait partie d'une ouverture plus grande à l'expansion de la propriété privée capitaliste, d'un processus plus rapide d'expropriation et de dépouillement pour faire du travailleur cubain un prolétaire pur comme en Occident. Quel autre motif pourrait se trouver derrière ces réformes?

LE CAPITALISME N'EST JAMAIS PARTI DE CUBA

Ce n'est pas parce que les capitalistes individuels se sont enfuis que le capitalisme a disparu de Cuba; ce qui s'est passé, c'est que l'Etat a agi comme capitaliste collectif ou public, sans avoir besoin de recourir au capital privé. C'est pourquoi nous nions catégoriquement qu'il y ait eu à Cuba une modification ou une interruption du mécanisme d'expropriation et d'exploitation qui caractérise le système capitaliste.

L'appauvrissement et l'exploitation supplémentaires qui se manifestent aujourd'hui par la disparition progressive du «livret», par le rejet à la rue de centaines de milliers d'employés qui jouissaient d'un emploi garanti, l'achat-vente entre particuliers de logements ou d'automobiles, les encouragements aux commerces de tout type, le contrôle fiscal, tout cela conduit à l'apparition de réalités indésirables et inévitables comme la soumission toujours plus profonde du travailleur cubain aux lois de la valeur et du salariat; tout cela prépare le terrain pour que Cuba se jette dans l'économie capitaliste privée. Marx expliquait: «Au fond du système capitaliste il y a donc la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production. Cette séparation se reproduit sur une échelle progressive dès que le système capitaliste s'est une fois établi; mais comme elle-là forme la base de celui-ci, il ne saurait s'établir sans elle» (8).

Ce n'est pas parce que ce phénomène se rencontre aux origines du capitalisme qu'il a cessé d'exister par la suite. Au contraire, sa fonction s'est renforcée et c'est aujourd'hui un de ses piliers; l'Etat, le plus gros employeur, concentrant une masse énorme de force de travail, qui dans une situation de crise économique comme celle que traverse l'île, est contraint de s'en séparer d'une partie: au nom du capitalisme et de ses crises il faut séparer radicalement les travailleurs des moyens qui les empêchaient de devenir des purs prolétaires, **il faut les jeter à la rue!**

QU'EST VENU FAIRE LE PAPE À CUBA? BÉNIR LES FUTURES VICTIMES DE L'EXPLOITATION CAPITALISTE INTERNATIONALE!

Par l'habileté avec laquelle les autorités cubaines ont pu jusqu'ici éviter les traumatismes que ces réformes pouvaient provoquer dans la population, et qui signifient un abandon solennel des prétentions à l'existence du socialisme (9), Cuba s'est assuré le satisfecit de la dite «communauté internationale». Le pape est venu porter ce message; autrement dit, Monsieur Rastinger est venu sur l'île pour bénir le virage économique du gouvernement cubain. Comme toujours la visite papale a eu une signification éminemment politique dans le cadre de la politique impérialiste mondiale. Il s'est agi d'un soutien ouvert à la politique du gouvernement, qui, en remerciement, a promis de faciliter la pratique religieuse: l'«opium du peuple» accompagne toujours l'exploitation...

Peu important les affirmations des autorités selon lesquelles les réformes ne se transformeront pas en politique, étant donné que ces réformes sont annoncées comme «stratégiques» et «irréversibles»: les déclarations de Marion Murillo, vice-président du Conseil des ministres, à propos de la visite du pape, sont en effet très claires. Selon lui, le gouvernement ne fait qu'«actualiser le

modèle économique cubain pour rendre le socialisme viable (!). Il n'y aura pas de réformes politiques à Cuba», ajoutant que «cette fois les changements sont stratégiques» et qu'il n'y aura pas de retour en arrière (10). Et dire que les marxistes croyaient que la politique est un concentré de l'économie! Le président colombien Juan Manuel Santos, la voix des Etats-Unis en Amérique Latine a, lui aussi, manifesté son appui à la position actuelle du gouvernement cubain, qui n'a rien de politique, évidemment!

Dans la même vague d'enthousiasme, le desserrement actuel de l'embargo américain, a la même signification. Un capitaliste cubain exilé aux Etats-Unis, qui anime un lobby catholique, est devenu un partisan inconditionnel du gouvernement de Cuba depuis que ce dernier a entrepris ses mesures d'ouverture économique saluées par le capitalisme mondial (10).

BLOCUS ÉCONOMIQUE, MYTHE ET RÉALITÉ

Comment La Havane pouvait penser qu'il suffisait de le décréter pour que la loi de la valeur internationale, le dollar et l'or, se plient à la productivité effective du travail cubain? Ou alors est-ce que les Etats-Unis étaient obligés de vendre à Cuba, pour soutenir son «socialisme» auto-proclamé, en dehors des lois du marché? Le Comecon n'était-il pas là pour combler l'absence des Etats-Unis? Cuba a en fait contourné l'embargo américain en commerçant hier avec les pays du bloc soviétique et aujourd'hui avec les pays européens, la Chine, la Russie, l'Iran ou le Venezuela qui depuis les années 70 n'a cessé d'avoir des relations économiques avec l'île. En dépit de tout ce qui a été dit sur ce blocus, les relations économiques avec Washington n'ont jamais en réalité été complètement coupées, et elles se sont accrues avec vigueur après la chute de l'URSS. En pleine guerre froide les sociétés nord-américaines évitaient le blocus en commerçant avec Cuba par l'intermédiaire de leurs filiales au Canada! Inutile de dire que les sanctions économiques, les escarmouches et les rétorsions commerciales entre pays et régions, ont toujours existé et pas uniquement contre Cuba. Quel temps perdu, s'il n'y

avait pas d'autre solution pour «vaincre le blocus» que de recourir au capitalisme privé!

Jusqu'à aujourd'hui le stalinisme à la sauce castriste a réussi à intoxiquer et à prosterner le prolétariat cubain en donnant une valeur révolutionnaire au cadre économique et social actuel: la révolution exige des sacrifices! Mais la réalité commence à miner cet état de fait en remettant en cause le «contrat social» minimum mis en place après le renversement de la dictature de Baptista.

Ce n'est qu'une question de temps pour que les infâmes drapeaux du national-communisme soient déchirés et que se lève à nouveau à Cuba le drapeau de la lutte de classe anticapitaliste.

[Extrait du supplément Venezuela au n°49 de *El Programa Comunista*]

(1) Il s'agit d'une chanson cubaine très célèbre de Guillermo Portabales qui date des années quarante. cf www.youtube.com/watch?v=G0vUqMi3vj8

(2) cf *Le Monde*, Cahier Géo et Politique, 18-19/03/2012

(3) Ibidem.

(4) cf Rogelio Diaz Moreno, laclase.info.

(5) cf *El Pais*, 26/5/11

(6) cf *Le Monde*, op. cit.

(7) Ibid.

(8) cf «Le Capital», Livre Premier, ch. XXVI. Ed Sociales 1976, p. 518.

(9) Il n'a jamais existé à Cuba de socialisme, c'est-à-dire de société sans argent, sans salariés, sans marché ni entreprises, mais un capitalisme d'Etat à la manière stalinienne alimenté et développé par l'exportation des matières premières, principalement le sucre. Cuba est ainsi devenu un capitalisme de seconde zone, comme le Venezuela, essentiellement monoproduit. Enfin Cuba servait de «pion» sur le jeu d'échec de la géopolitique russe. Avec l'effondrement de l'URSS et la chute des prix de sucre, le capitalisme cubain a perdu sa capacité à entretenir des centaines de milliers de fonctionnaires; il lui faut donc développer le capitalisme privé d'un côté et de l'autre attirer les capitaux des capitalistes étrangers en leur faisant miroiter la possibilité d'exploiter

une main d'oeuvre à bas coût «libérée» d'un emploi fixe. Enfin en même temps que l'URSS, c'est toute la série de mystifications et de caricatures avec lesquelles le marxisme a été travesti pendant 70 ans, qui ont reçu un coup mortel.

(10) cf *Le Monde*, op. cit.

(11) Il s'agit de Carlos Saladrigas qui a annoncé que, suivant les mesures prises, le capital cubain de l'étranger, à l'instar du capital étranger pourra «affluer à Cuba en grande quantité à la recherche d'un rendement compétitif» (cf Univision.com, 31/5/11). Selon lui «la grande question n'est pas de savoir s'il y aura un retour en arrière, mais à quelle vitesse va se faire la marche en avant» des réformes cf www.havanatimes.org/sp/?p=62424

Cuba en chiffres

Population: 11,2 millions d'habitants
Taux de croissance du PIB (Produit Intérieur Brut): 2,7% en 2011, 2,1% en 2010, 1,4% en 2009
Croissance démographique: -0,1%
PIB par habitant: 5854 dollars (contre 5200 dans la République Dominicaine)
Taux d'alphabétisation: 99,8%
Espérance de vie: 77,9 ans
Population active, par secteurs: Agriculture: 20%; Industrie: 19,4%; Services: 60,6%
Commerce extérieur:
Exportation, principaux clients: Chine 25,5%, Canada, 23,3% Venezuela 10%, Espagne 5,6%
Importations, principaux fournisseurs: Venezuela 35,2%, Chine 11,7%, Espagne 8,5%, Brésil 4,6%, Canada 4,2%, USA 4,1%
Principaux produits exportés: sucre, nickel, tabac, poissons.
Principaux produits importés: pétrole, produits alimentaires, machines, produits chimiques.
Balance commerciale: déficit de plus de 3 milliards de dollars, soit environ 10% du PIB

APERÇU SUR LA SYRIE (4) La Syrie indépendante

UNE INSTABILITÉ CHRONIQUE

A son accession à l'indépendance après le départ des troupes coloniales françaises, la Syrie se trouvait confrontée à de multiples problèmes économiques, sociaux et politiques. Amputée d'une partie de son territoire et notamment de ses débouchés naturels sur la Méditerranée que constituait le port de Beyrouth et, pour la région d'Alep, la capitale économique du pays, celui d'Alexandrette (Antioche, maintenant Iskenderun selon l'appellation turque), la faiblesse du pays en faisait la cible des convoitises rivales des Etats de la région et des divers impérialismes. L'organisation politique du nouvel Etat sous la forme d'une démocratie parlementaire à l'europpéenne, ne pouvait suppléer à l'arriération économique et sociale du pays. La classe dirigeante, composée essentiellement de grands propriétaires terriens absenteïstes, de chefs religieux ou de grands commerçants, et fragmentée selon les divisions régionales typiques de la Syrie, montra rapidement son vrai visage en se livrant à un pillage éhonté du pays.

L'ignominieuse défaite lors de la guerre engagée en mai 48 par la Ligue Arabe contre Israël (rappelons que la Palestine faisait partie de la Grande Syrie rêvée par les nationalistes) fut un facteur aggravant de la crise de régime qui couvait et dont le facteur déclenchant se trouva dans la détérioration de la situation des larges masses, notamment à cause de la flambée des prix causée par les mauvaises récoltes.

Un nouveau parti, le parti Baas («Renaissance») alliant nationalisme arabe et discours «socialisant» (1) apparût pour la pre-

mière fois sur le devant de la scène en se mettant fin 48 à la tête des grèves étudiantes qui bientôt s'étendirent à la population active de tout le pays; les revendications mêlaient les thèmes nationalistes et les revendications sociales, de la reprise immédiate de la guerre contre Israël à la baisse du prix du pain... La répression fut sanglante et la police ne suffisait pas à la besogne, le gouvernement eut recours à l'armée et à l'imposition de la loi martiale.

Afin de surmonter ses difficultés économiques, le gouvernement projetait un accord financier avec la France ainsi qu'un autre avec les Etats-Unis pour la construction d'un oléoduc destiné à évacuer le pétrole irakien pompé par l'Aramco vers la Méditerranée. Dans l'ambiance surchauffée du moment, il était impossible que le parlement donne son accord à ces projets. En mars 49 un coup d'Etat militaire, inspiré par les impérialistes (2), permit de résoudre le problème et de ratifier ces accords. Ce coup d'Etat n'était que le premier d'une interminable série: quelques mois plus tard à peine un second coup d'Etat, inspiré par des intérêts impérialistes et régionaux rivaux, lui succédait...

DE «L'UNITÉ» AVEC L'EGYPTE...

Il n'y a guère d'intérêt à faire l'histoire détaillée de l'instabilité politique chronique de la Syrie au long des années cinquante et soixante.

Il nous faut cependant noter l'épisode de l'union entre la Syrie et l'Egypte (la dite «République Arabe Unie» qui dura de 1958 à 1961) car elle est l'expression de la politique

égyptienne traditionnelle consistant à prévenir l'apparition dans le monde arabe d'une puissance qui pourrait lui porter ombrage; dans ce cas précis il s'agissait d'empêcher toute alliance de la Syrie avec l'Irak (perspective dite de l'unité du «Croissant Fertile») ou avec la Jordanie (perspective dite «Hachémite»): on voit ce que valaient les discours enflammés de Nasser sur l'unité arabe!

Du côté syrien, la perspective d'une union avec le grand Etat égyptien s'expliquait par l'appui que celui-ci pouvait donner face à des difficultés internes croissantes (3) et à des menaces extérieures redoutables. Craignant de voir la Russie mettre la main sur le Moyen-Orient à la faveur de l'effacement des impérialismes anglais et français après l'échec de leur attaque contre l'Egypte en 1956, les Etats-Unis voulaient en effet intimider la Syrie (et également l'Egypte) en envoyant la VIe flotte croiser en Méditerranée orientale, en fournissant des armes à la Jordanie, en menaçant d'une intervention militaire turque, voire en fomentant un coup d'Etat à Damas. Mais ces menaces provoquèrent le rapprochement syro-égyptien, qui était d'ailleurs également conçu par ses partisans comme un moyen d'éviter un alignement trop marqué sur Moscou (la R.A.U., comme l'Egypte se présentera toujours comme «non-alignée»).

Cette union entre l'Egypte et la Syrie pouvait paraître s'inscrire dans la perspective d'unification de la «nation arabe» agitée par le nationalisme arabe dont le parti Baas était le chantre le plus fervent. Elle montre en

(Suite en page 6)

La Syrie indépendante

(Suite de la page 5)

réalité ce que valent les tentatives bourgeoises d'unification entre des Etats. Les rivalités apparurent bien vite; les bourgeois syriens alléchés par le grand marché égyptien déchantèrent devant la concurrence venue de ce pays, les investissements égyptiens espérés brillèrent par leur absence, tandis que les autorités cairotés s'efforçaient d'imposer un contrôle bureaucratique et policier sur un pays avec lequel elles ne pouvaient envisager d'unité que sous la forme de la **soumission**; les principaux partis syriens, y compris le Baas, furent obligés de se dissoudre dans le parti nassérien unique ou de passer dans la clandestinité, tombant alors sous le coup de la répression brutale des services égyptiens qui se livrèrent à des exactions répétées.

En ce qui concerne le prolétariat, une série de mesures légales, semblables à celles décrétées par le régime nassérien en Egypte, apportaient sur le papier des améliorations à la condition ouvrière: un système d'assurances sociales, un nouveau code du travail reconnaissant un congé annuel, accordant des garanties en cas de maladie ou d'accident du travail, et contre le licenciement, etc. Mais en même temps la répression s'accroissait contre toute activité syndicale réelle: les syndicats furent étroitement contrôlés, les militants syndicaux pourchassés (en particulier là où il y avait eu des grèves les années précédentes, comme dans le textile à Alep en 55 et 56, parmi les ouvriers de l'électricité à Homs et Hama en 54, etc.). Cette politique anti-ouvrière s'accompagna en général d'une baisse des salaires, pour les aligner sur les salaires égyptiens. On comprend que les charmes du nassérisme s'évanouissent auprès des prolétaires syriens bien plus vite qu'auprès des milieux bourgeois...

Selon le marxisme, l'Etat étant une machine de défense, outre d'un mode de production, des privilèges de la classe dominante érigée sur ce mode de production, il est impossible d'unir deux Etats sans l'emploi de la force (que ce soit par une révolution ou une guerre) pour briser l'un d'eux et assurer la domination de l'autre. Jamais en effet une classe dominante n'abandonnera (ou ne partagera) sans résister l'appareil qui assure une situation sociale et garantit sa domination.

Finalement en septembre 61 un coup d'Etat à Damas sonna la fin de l'union entre les deux pays. L'Etat est en définitive une bande d'hommes en armes, cette affirmation d'Engels qui dans les pays capitalistes riches est masquée par l'existence de tout un attirail d'institutions démocratiques, est une évidence immédiate dans les pays plus pauvres qui ne peuvent se payer ce luxe; toute l'histoire de la Syrie est là pour le démontrer et pour démontrer que même les conflits d'intérêts au sein de la classe dominante qui retentissent sur l'orientation de l'Etat, se résolvent sur le terrain de la violence et de la force militaire.

...À LA «RÉVOLUTION» BAASISTE

Dans la propagande officielle, le coup d'Etat qui en mars 63, mit fin à l'intermède troublé de pseudo-démocratie parlementaire ouvert en 61, est présenté comme le début de la «révolution». Eclatant un mois après la venue au pouvoir en Irak de militaires Baasistes, ce premier coup d'Etat baasiste en Syrie (il y en aura plusieurs, selon les affrontements entre factions) marque, sinon une «révolution» qui n'a jamais eu lieu, du moins un tournant dans l'histoire économique et politique du pays.

Depuis cette date toutes les équipes qui se succéderont au pouvoir selon les vicissitudes des conflits au sein des cercles dirigeants se réclameront du Baas.

Mais, facteur autrement plus important, les dirigeants des diverses factions Baasistes réussirent à piloter une modernisation des rapports économiques et sociaux syriens qui permettra un indéniable développement économique, base sur laquelle le pays finit enfin par jouir d'une stabilité politique qui, en dépit des guerres durera plusieurs décennies sous le poing de fer du

régime militaro-policier sans scrupules de Hafez el Assad.

C'est cependant après avoir dans un premier temps écrasé dans le sang des troubles qui avaient éclaté sous la bannière islamiste et après avoir liquidé diverses oppositions, que le régime baasiste commença à se lancer dans des réformes économiques: nationalisations des ressources minières, des grandes entreprises industrielles, de diverses sociétés étrangères.

A partir de 1966, le régime se «radicalisa» au niveau d'une propagande «socialisante» mais surtout en se rapprochant de Moscou. A l'extérieur, il suivit une politique qui se voulait marquée du sceau du panarabisme et du soutien à la cause palestinienne (ce qui lui vaudra d'être entraîné dans la «guerre des 6 jours» de 1967 où la Syrie perdra la région stratégique du plateau du Golan). A l'intérieur il s'efforça d'impulser un développement économique sur le modèle russe; la faiblesse du capitalisme privé, surtout investi dans le commerce, ne laissait d'ailleurs d'autre alternative que le recours à l'Etat pour jeter les bases d'une industrialisation locale, sans parler de la construction d'infrastructures modernes, notamment pour ce qui est des voies de communication.

Dans l'agriculture, qui était alors le principal secteur économique, la réforme agraire qui avait été initiée en 1958, à l'époque de la R.A.U., est alors relancée. Le but affiché était de liquider la grande propriété latifundiste parasitaire et de pousser à un développement capitaliste de l'agriculture. Si elles ne furent pas révolutionnaires, les transformations furent réelles: les grands propriétaires fonciers qui possédaient 50% des terres avant la réforme n'en possédaient plus qu'un peu moins de 18% après, tandis que les paysans sans terre qui représentaient 60% de la paysannerie avant la réforme n'en représentaient plus que 36% après.

Il s'agit d'une réforme capitaliste, avons nous dit, non seulement parce que la propriété privée de la terre n'a évidemment pas été supprimée, mais aussi parce que c'est la couche des paysans moyens (de 10 à cent hectares de terre) qui fut le gros bénéficiaire de la redistribution des grandes propriétés; constituant 15% des paysans, ils possédaient après la réforme 59% des terres, alors que les petits propriétaires qui constituent 48% de la population paysanne, n'en possédaient que 23,6%. La moitié environ de ces petits propriétaires ont des surfaces si petites qu'en dépit des aides de l'Etat, ils ne pourraient survivre sans trouver du travail temporaire à la ville ou sur la terre des paysans riches (4).

La réforme agraire n'a donc pas révolutionné les rapports sociaux à la campagne; elle n'a en fait concerné qu'un peu plus du cinquième des terres cultivables (l'Etat restant le plus gros propriétaire terrien: il n'a jamais été question de distribuer les terres domaniales aux paysans sans terre). Elle a cependant permis un certain développement d'une agriculture capitaliste utilisant d'avantage des moyens techniques modernes et employant une main d'oeuvre salariée, dont les tenants sont devenus parmi les plus sûrs soutiens du régime, en particulier dans les régions autrefois délaissées par le pouvoir central.

LA VENUE AU POUVOIR DE HAFEZ EL ASSAD, OU L'ALIGNEMENT DU RÉGIME BAASISTE SUR L'IMPÉRIALISME MONDIAL

Outre à l'hostilité des grands propriétaires latifundistes, désormais marginalisés, l'orientation «socialisante» (lire: capitaliste d'Etat) du régime Baasiste syrien conduisit assez rapidement, après la défaite militaire de 1967, à des frictions avec certains secteurs de la bourgeoisie traditionnelle. Une aile «droite» défendant leurs intérêts se forma autour du ministre de la défense, le général el Assad, qui se mit à contester les orientations de la majorité de l'équipe dirigeante. Après une première tentative en 1969, probablement avortée en raison de l'opposition de l'URSS, le principal allié de la Syrie et son principal fournisseur d'armes, ce sont les

événements extérieurs qui ouvrirent à Assad la porte du pouvoir.

En septembre 1970, après un détournement en Jordanie d'avions par le FPLP, les troupes jordaniennes se lancèrent à l'assaut des camps palestiniens du pays. Cette initiative du roi Hussein avait reçu l'appui ouvert des Américains, mais aussi celui de la plupart des Etats arabes, effrayés de constater que les réfugiés Palestiniens présents dans leurs pays avaient pris les armes, ce qui posait une grave menace au maintien de l'ordre. Un slogan des franges palestiniennes les plus radicales était en effet «*le chemin de Jérusalem passe par les capitales arabes*», autrement dit: il faut d'abord renverser les régimes arabes pro-impérialistes pour pouvoir se donner une force suffisante au renversement du colonialisme israélien (5).

La seule exception à cet état d'esprit était pratiquement constituée par le gouvernement de Damas (6) qui, depuis la défaite militaire de 1967 se posait en adversaire irrécyclable d'Israël, en partisan résolu de la lutte palestinienne et en dénonciateur des autres Etats arabes. Il décida donc d'envoyer ses blindés au secours des Palestiniens. Il n'y a guère de doute que l'entrée dans le combat des troupes syriennes aurait signifié la défaite de l'armée du roi Hussein, confrontée à une résistance plus forte que prévue des guérillas palestiniennes, déjà maîtresses du nord du pays, et au renversement probable du régime jordanien qui faisait face à l'hostilité de la majorité de la population, d'origine palestinienne. Et si le pion jordanien était tombé, c'est tout l'ordre impérialiste dans la région qui aurait été ébranlé, avec des conséquences incalculables.

Les Russes firent connaître leur opposition à cette opération militaire, et Assad ordonna aux blindés syriens de faire demi-tour. De son côté, l'OLP d'Arafat se soumit, elle aussi, au respect de l'ordre impérialiste régional, en appelant les Palestiniens à déposer les armes au nom de la «non-ingérence dans les affaires intérieures des Pays Ara-

bes». Les victimes palestiniennes des soldats Bédouins, dans les bombardements indiscriminés des camps palestiniens, dans les fusillades de combattants désarmés, etc., ont été estimées à près de 10 000 et les blessés à plus de cent mille (principalement des civils); les camps furent rasés et les combattants palestiniens qui le purent furent contraints de fuir le pays (essentiellement vers le Liban) pour échapper aux massacres.

Le «septembre noir» jordanien marqua une victoire de la Sainte Alliance contre-révolutionnaire, unie, de l'URSS aux Etats-Unis, d'Israël aux Etats arabes, en dépit de ses sanglants affrontements internes, contre tout mouvement des masses opprimées et déshéritées: les Etats bourgeois ne font qu'un devant la menace que peuvent présenter les exploités, comme Marx l'avait écrit lors de la Commune de Paris.

Mis en accusation lors du congrès du parti Baas qui se tint peu après, Assad répondit par un coup d'Etat qui le portera au pouvoir jusqu'à sa mort trente ans plus tard: le chemin du pouvoir à Damas passait par le respect de l'ordre impérialiste et l'abandon des Palestiniens à leurs bourreaux jordaniens. Quelques années plus tard, le régime de Assad qui, lors de la guerre de 1973, avait acquis, par comparaison à l'attitude de l'Egypte, une réputation de «fermeté» face à Israël (7), rendit une nouvelle fois un fier service à l'ordre impérialiste mondial; avec l'accord implicite ou explicite des Etats-Unis, d'Israël, de l'URSS et, *mezzo voce*, des Etats Arabes, les troupes syriennes intervinrent en 1976 dans la guerre civile libanaise pour sauver un régime réactionnaire en perdition et empêcher la victoire des Palestiniens et de leurs alliés du «camp progressiste» qui aurait risqué de déstabiliser toute la région.

Le fameux «*axe de la résistance*» à Israël et l'impérialisme dont la Syrie aurait été l'incarnation, n'a jamais existé que dans la propagande officielle de Damas...

(A suivre)

(1) Les fondateurs du parti Baas, Michel Aflak et Saleh Bitar, ont raconté avoir découvert le «socialisme» lors de leurs études à Paris dans les années trente, mais un socialisme non marxiste parce que le marxisme était un facteur de division de la nation arabe. En fait ils avaient d'abord été séduits par la «socialisme» stalinien, lorsque celui-ci s'identifiait en Syrie au nationalisme. Ils rompirent avec le PC Syrien lorsque celui-ci, conformément à la politique stalinienne, abandonna la revendication nationale pour la défense de l'impérialisme français au nom de la lutte contre l'Allemagne nazie.

(2) Patrick Seale, le grand spécialiste britannique de la Syrie, s'affirme peu convaincu d'un rôle des Etats-Unis dans l'instauration du coup d'Etat, mais il écrit qu'on ne peut en dire autant d'une participation française. Il affirme toutefois que les Etats-Unis étaient au courant de la préparation de ce coup d'Etat. cf P. Seale, «*The Struggle for Syria*», Oxford University Press 1965, p. 36.

Quoi qu'il en soit, le régime du colonel Zaïm sera résolument pro-français. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il sera fusillé ainsi que son premier ministre, tous deux kurdes, par les hommes du colonel Hennaoui, fervent partisan d'un rapprochement avec les intérêts anglais. Renversé au bout de quelques mois en raison de sa volonté d'unir la Syrie avec l'Irak (sous domination britannique), ce militaire druze sera assassiné à Beyrouth par des Kurdes voulant venger le meurtre de leurs coreligionnaires.

(3) P. Seale écrit: «*A la fin de l'été 1957, la Syrie était arrivée à deux doigts de la désintégration en tant que communauté politique organisée. Non seulement parce qu'il n'y avait pas de consensus général sur les règles du comportement politique, mais, plus grave encore, parce que beaucoup de Syriens avaient perdu confiance dans l'avenir de leur pays en tant qu'entité indépendante*». cf «*The Struggle for Syria*», op. cit., p. 308.

Il ne s'agit pas là de psychologie, mais du reflet parmi les cercles dirigeants des problèmes causés par l'instabilité politique interne: «*Les désordres se multiplient; les factions en viennent aux mains; l'anarchie*

gagne et l'ordre public ne peut plus être maintenu» écrit Claude Palazzoli dans «*La Syrie. Le rêve et la rupture*». Le Sycomore, Paris 1977, p.169. Michel Aflak, le dirigeant historique du Baas, parti qui fut le plus chaud artisan de l'unification avec l'Egypte, expliquait: «*nous voulions un Etat fédéral assez fort et assez centralisé pour résister aux manoeuvres des opposants à l'intérieur et des Gouvernements étrangers à l'extérieur*», cf «*The Struggle...*» op. cit., p. 318.

(4) Statistique citée dans «*Syria. Society, Culture and Polity*», State University of New York Press 1991, p. 37.

(5) Ces organisations, même les plus extrémistes, n'ayant jamais dépassé le cadre du nationalisme bourgeois, ne pouvaient en réalité envisager la seule perspective historiquement possible de renversement des Etats de la région: celle de la révolution **prolétarienne** en couronnement de la lutte de classe anticapitaliste. Ils parlaient de renverser ces régimes (comme par exemple le FPLP au sujet de la Jordanie) parce qu'ils étaient des obstacles à la lutte palestinienne, parce qu'ils étaient inféodés à l'impérialisme, parce qu'ils étaient corrompus, etc., non parce qu'ils étaient capitalistes. Ils s'interdisaient ainsi de mobiliser les prolétaires et les masses exploitées et opprimées...

(6) Le régime irakien, lui aussi se réclamant du Baasisme (les chefs historiques du Baas s'y étaient réfugiés après avoir été exclus du Baas syrien), fit des déclarations bruyantes de soutien aux Palestiniens; mais il s'abstint de la moindre action concrète en leur faveur...

(7) Sa «fermeté» face à Israël et les Etats-Unis lui valut de recevoir des financements arabes lui permettant de surmonter les destructions causées par Israël à une partie de son infrastructure économique; mais cette fermeté toute relative déboucha lors des négociations sur un engagement à empêcher toute action de guérilla contre Israël à partir de son territoire. Cet engagement fut intégralement respecté pendant les décennies qui suivirent, faisant de la frontière avec la Syrie, la plus sûre d'Israël...

Amadeo Bordiga - Sur le fil du temps

LUTTE DE CLASSE ET «OFFENSIVES PATRONALES»

(Suite de la page 1)

participé à sa production; la puissante aspiration du socialisme dégénérait ainsi de plus en plus une campagne philanthropique mielleuse en faveur de la «justice sociale», formule propre au bagage théorique et littéraire d'avant Marx que celui-ci démolit impitoyablement.

La course folle de l'âge monopoliste et impérialiste ramena le capitalisme des charmes de l'Idylle aux horreurs de la tragédie, en débouchant sur la guerre de 1914; et l'évidence que la misère, la souffrance, les massacres augmentent et se répandent à mesure que le capitalisme persiste, vit et s'accroît, se refléta dans un retour vigoureux des partis ouvriers à des positions radicales et au combat pour la destruction, et non l'amélioration, du système social bourgeois.

Après la confirmation de la seconde guerre mondiale, encore plus décisive sur le plan théorique, les années que nous vivons posent le grave problème de l'absence de retour du prolétariat aux méthodes d'action révolutionnaire dans le monde.

La loi générale de l'accumulation capitaliste est exposée par Marx dans le Livre I du *Capital*, chapitre XXV. Le premier paragraphe affirme tout d'abord que *le progrès de l'accumulation tend à faire croître le taux des salaires*. La diffusion de la grande production capitaliste, telle qu'elle s'est produite par exemple en Angleterre du début du XVème siècle au milieu du XVIIIème, et dans le monde entier au cours de la seconde moitié du XVIIIème, a provoqué une augmentation de la demande sur le marché du travail, et par conséquent une augmentation des salaires. Il est donc parfaitement vain de vouloir démentir Marx en arguant que les salaires des esclaves du capital n'ont pas diminué! Car aussitôt après les passages cités, Marx continue ainsi:

«Les circonstances plus ou moins favorables au milieu desquelles la classe ouvrière se reproduit et se multiplie ne changent rien au caractère fondamental de la reproduction capitaliste».

Ce caractère fondamental, la loi générale dont il s'agit ici, ne consiste pas seulement selon Marx dans le rapport ouvrier-patron, mais dans le rapport des deux classes dans leur ensemble. La composition de celles-ci varie continuellement. Dans la classe bourgeoise, la richesse accumulée se concentre en se répartissant en un nombre de mains toujours plus restreint et surtout en un nombre toujours plus restreint de grandes entreprises. Ce qui se trouve au bout de cette perspective, c'est «la limite au moment où le capital national tout entier ne formerait plus qu'un seul capital entre les mains d'un seul capitaliste ou d'une seule compagnie de capitalistes». En 1890, Engels fit remarquer que cette prévision de 1867 était vérifiée par les *«trusts américains et anglais les plus modernes»*. Kautsky, qui était alors un marxiste radical, confirma vingt ans après, que le phénomène s'était étendu à l'ensemble du monde capitaliste. En 1915 Lénine en tira la théorie complète de l'impérialisme. L'école marxiste a maintenant assez de matériaux pour compléter ce texte classique par ces mots:

«... ou encore de l'Etat capitaliste faiseur de nationalisations, qu'il soit dirigé par un Hitler, un Attlee (1) ou un Staline».

De l'autre côté de la tranchée sociale, Marx suit dans cette analyse centrale, comme dans toute son œuvre, non pas les oscillations du salaire, mais la composition de la population non possédante et sa répartition variable en armée industrielle de réserve. Le sens général de la loi qu'il en tire est que, quel que soit le taux de rémunération des salariés employés sur le moment, dans les usines, le nombre absolu et relatif de tous ceux qui se trouvent en réserve et ne disposent même pas des ressources que pourrait leur fournir le travail de leurs bras, augmente avec la diffusion et l'accumulation du capitalisme.

Au quatrième paragraphe du même chapitre, Marx énonce la loi que l'on désigne sous le nom de loi de la misère croissante:

«La grandeur relative de l'armée industrielle de réserve s'accroît donc en même temps que les ressorts de la richesse. Mais plus cette armée de réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit la surpopulation consolidée, excédent de population, dont la misère est en inversement proportionnelle aux tourments de son travail. Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel».

Pour l'économiste vulgaire, misère et paupérisme consistent à ne pas avoir de quoi manger. D'après le moine catholique cité par Marx, c'est la charité qui y pourvoit; d'après les conquérants modernes d'Amérique, c'est l'UNRA (2). Pour Marx, la misère c'est ce qui fait que le Lazare prolétaire entre alternativement dans la tombe du manque de ressources et en ressuscite en fonction de la «contraction» et de «l'expansion» incessantes de l'entreprise bourgeoise. Si cette misère augmente, c'est parce qu'augmente démesurément le nombre de prolétaires enfermés dans l'alternative impitoyable: ou se crever pour le capital, ou crever de faim.

L'idée fixe des révisionnistes était que le Marx du *Capital* avait lui-même été révisionniste par rapport au Marx de 1848. La preuve qu'ils n'y ont jamais compris un traître mot, c'est que Marx lui-même dans ce passage, tient à citer en note un texte antérieur au *Manifeste* de 1848, *Misère de la philosophie*, écrit en 1847 contre la *Philosophie de la misère* de Proudhon, et que la note se trouve après les mots suivants: «Ce caractère antagoniste de la production capitaliste». Le passage cité en note affirme que les rapports de production actuels *«ne produisent la richesse bourgeoise, c'est-à-dire la richesse de la classe bourgeoise, qu'en anéantissant continuellement la richesse des membres intégrants de cette classe et en produisant un prolétariat toujours croissant».*

Ce point est donc un des points centraux, et même un des piliers du marxisme, et il n'a fait que se confirmer au cours du temps, de 1847 à 1867 et à 1949.

Le prolétaire c'est le miséreux, c'est-à-dire le sans-propriété, le sans-réserve et non pas le mal payé. Marx a trouvé ce mot dans un texte de 1754 qui dit que plus un pays a de prolétaires et plus il est riche. *«Il faut entendre par prolétaire, écrit Marx, le salarié qui produit le capital et le fait fructifier, et que Monsieur Capital (...) jette sur le pavé dès qu'il n'en a plus besoin».* Il se moque spirituellement d'un auteur qui parle du *«prolétaire de la forêt primitive»*. L'habitant de la forêt en étant aussi le propriétaire, ce n'est pas un prolétaire: *«il faudrait pour cela qu'au lieu d'exploiter la forêt, il fut exploité par elle».*

La pire barbarie, c'est celle qui régnait dans cette forêt moderne qui nous exploite, forêt de cheminées et de baïonnettes, de machines et d'armes, étranges bêtes inanimées qui se nourrissent de chair humaine.

AUJOURD'HUI

La condition de tous les sans-réserve, qui en sont réduits à cet état parce que dialectiquement ils sont eux-mêmes une réserve, a été effroyablement aggravée par la guerre. Le caractère héréditaire de l'appartenance à telle ou telle classe économique fait qu'être sans-réserve est chose encore plus grave que d'être sans vie. Après les incendies de la guerre, après les bombardements en tapis, comme après tout autre désastre, les membres de la classe laborieuse perdent non seulement leur travail, mais jusqu'à cette réserve mobilière minimale que constituent les ustensiles rudimentaires d'un logement. Les titres du possédant résistent en partie aux destructions matérielles, car il s'agit de droits sociaux reconnus à l'exploitation d'autrui. Et pour mieux graver en lettres de feu la loi marxiste de l'antagonisme, tout le monde peut constater que les indus-

tries de guerre et de destruction sont celles qui génèrent les plus grands profits et les plus fortes concentrations de richesse dans un petit nombre de mains. L'industrie de la reconstruction ne reste pas en arrière, et la forêt des affaires et des plans Marshall (3) élit comme Administrateur Délégué, le Grand Officier Chacal.

Les guerres ont donc fait entrer sans équivoque des millions et des millions d'hommes dans la masse de ceux qui n'ont plus rien à perdre. Elles ont mis le révisionnisme K.O. Le marxisme radical leur répond en écho de sa phrase terrible: **«dans la révolution communiste, les prolétaires n'ont à perdre que leurs chaînes».**

La classe révolutionnaire est celle qui n'a rien à défendre et ne peut plus croire aux «conquêtes» illusoire avec lesquelles on l'a trompée dans les périodes d'entre-guerres.

Tout fut compromis par la théorie infâme de l'«offensive bourgeoise».

La guerre aurait dû provoquer l'initiative et l'offensive de ceux qui n'ont rien, contre la classe qui a tout et qui domine tout; elle fut présentée au contraire comme un tremplin dont la classe dominante se serait servie pour reprendre au prolétariat des acquis, des conquêtes, des avantages inexistantes du passé.

La méthode du parti révolutionnaire fut remplacée par une pratique défensive, et par la demande de «garanties» économiques et politiques dont on prétendait qu'elles constituaient des «conquêtes» pour la classe ouvrière, alors qu'il ne s'agissait en fait que de garanties et de conquêtes bourgeoises. Il n'y a pas que dans sa phrase finale que Le Manifeste avait établi ce point fondamental, résultat d'une analyse de la société qui a été mûrie par des années d'expériences et de luttes. Un autre passage, un de ceux que Lénine appelait les **passages oubliés** du marxisme, affirme:

«Les prolétaires ne peuvent s'emparer des forces productives de la société qu'en abolissant le mode d'appropriation qui était particulier à celles-ci, et par suite tout le mode d'appropriation en vigueur jusqu'à nos jours. Les prolétaires n'ont rien à sauvegarder qui leur appartienne; ils ont à détruire toute garantie privée, toute sécurité privée antérieure».

Dans le cas italien, ce fut la fin pour le mouvement révolutionnaire lorsque Zinoviev (qui, plus tard paya très cher ces erreurs irrémédiables) donna l'ordre de consacrer toutes les forces à la défense des «garanties» telles que la liberté parlementaire et le respect de la constitution.

Ce qui caractérise l'action des communistes, c'est l'initiative, et non la réponse à des soi-disant provocations: c'est l'offensive de classe, non la défensive; la destruction des garanties, non leur sauvegarde. C'est la classe révolutionnaire qui menace, c'est elle qui provoque, au sens historique du terme; c'est à cela que le parti communiste doit la préparer: nous n'avons pas à colmater ça et là de prétendues voies d'eau dans la galère de l'ordre capitaliste, nous devons la faire couler à pic.

Les travailleurs de tous les pays retrouveront le chemin de la lutte de classe lorsque sera rétablie la liaison entre la critique du capitalisme et les méthodes de la bataille révolutionnaire.

Tant qu'on n'aura pas utilisé toutes l'expérience des désastreuses erreurs du passé, la classe laborieuse ne pourra échapper à l'odieuse protection de ceux qui prétendent la défendre contre les vexations, les menaces et les provocations qui pourraient surgir demain et qui sont déjà intolérables. Cela fait plus d'un siècle que le prolétariat est entravé, écrasé par une exploitation intolérable et qui, selon la loi énoncée par Marx, deviendra de plus en plus intolérable avec le temps.

(1) Attlee était le premier ministre du gouvernement travailliste britannique qui avait procédé à d'importantes

nationalisations.

(2) L'UNRA était une organisation fondée par les Etats-Unis en 1943 pour venir en aide aux pays libérés par les armées alliées; elle passa ensuite formellement sous la direction de l'ONU dès que celle-ci fut constituée.

(3) Le plan Marshall constituait en dons et prêts des Etats-Unis aux Etats européens pour l'achat de marchandises américaines; il avait pour but premier et officiel la relance économique des pays européens ravagés par la guerre, afin d'éviter que se répète les graves problèmes économiques, politiques et sociaux du premier après-guerre. Mais il avait évidemment aussi pour but de fournir des débouchés aux entreprises américaines.

**Lisez et diffusez
la presse internationale du parti
« Il Comunista »
Nr. 126
En préparation**

Giornale bimestrale - Una copia 1,5 €, 5 FS, £ 1,5 - Abbonamento: 8 €, 25 FS; £ 6 - Abbonamento di sostegno 16 €, 50 FS; £ 12.

**Supplément Québec au
Prolétaire n°503**

- La signification des luttes étudiantes au Québec
- «Mouvement étudiant révolutionnaire». Mouvement petit-bourgeois réformiste
- Qu'est-ce que le Parti Communiste International?
- Dictature du prolétariat et parti de class

Canada : 1 \$ Canadien Europe: 1 €

**Suplemento N° 16 Venezuela
al N. 49 de
«el programa comunista»
Mayo de 2012
En este suplemento**

- «Ni dios, ni César, ni tribuno», ¡la emancipación de la clase proletaria debe ser obra de los proletarios mismos!
- Cuba: Hace lustros, «un carretero alegre pasó»...
- El Estado-Pdvsa y la cleptocracia que lo administra
- El abstencionismo revolucionario de la Izquierda Comunista
- Drama cornelianos en la morada burguesa

**Suplemento N° 17
al N. 49 de
«el programa comunista»
Junio de 2012
En este suplemento**

- La nueva Reforma Laboral: el proletariado, como siempre, golpeado por la burguesía y por sus aliados políticos y sindicales.
- Contra los recortes y las medidas antiobreros de la burguesía.
- Grecia es España... e Italia, Irlanda, Inglaterra, Portugal...
- Manifestación en Lisboa contra el agravamiento de las condiciones de vida.
- Val di Susa: el movimiento NO TAV golpeado por el despotismo político y social...
- Egipto: entre represión militar, reacción islámica y luchas obreras. La amarga victoria de la democracia.
- 8 de marzo: la sociedad burguesa festeja la doble esclavitud de la mujer proletaria.
- Los comunistas y el aborto.
- Respuesta de clase al reformismo en la escuela.
- El capitalismo mundial en la curva de la crisis (2)
- Huelga en la minería de Asturias y en el metal de Vigo

Le «plan d'urgence européen» pro-capitaliste du NPA

La crise capitaliste suscite inévitablement parmi les mouvements, syndicats et partis dits «de gauche» qui se proclament les défenseurs des travailleurs ou de la «population» tout en se disant opposés au renversement du système existant, une prolifération de propositions de politiques «alternatives» pour sauver l'économie tout en évitant les rigueurs de l'austérité, du chômage et de la misère croissante: bref, l'éternel rêve réformiste d'un capitalisme «humain» qui n'aurait gardé que ses «bons côtés».

Nous reviendrons une autre fois sur les panacées ouvertement réformistes pour résoudre la crise sans douleur – et surtout sans affrontements entre les classes! Pour l'heure, nous allons nous arrêter sur un «plan d'urgence» proposé par un parti qui se dit «anticapitaliste» (quoique plus communiste révolutionnaire), le NPA, pour démontrer encore une fois que ce mouvement tourne complètement le dos aux véritables positions anticapitalistes de classe.

Dans le numéro du 26 juillet de son hebdomadaire «Tout est à Nous» (TEAN) le NPA présente donc à ses lecteurs un «plan d'urgence européen» pour sortir de la crise. En préambule, TEAN écrit: «A l'inverse des politiques austéritaires menées en Europe, il est nécessaire d'augmenter les salaires pour vivre correctement et financer la protection sociale. La dette illégitime doit être annulée, les banques et assurances qui ont spéculé doivent être expropriées (notons ce souci de moralisme très petit-bourgeois: seule la dette «illégitime» doit être annulée, seuls les établissements qui ont «spéculé» doivent être expropriés). Pour cela il faut bien sûr inverser le rapport de forces, organiser les luttes à l'échelle européenne et mettre en place un gouvernement des peuples en Europe».

Qu'est-ce qu'un «gouvernement des peuples»? Les rédacteurs de ce plan d'urgence se gardent bien de le préciser, mais depuis qu'il existe, le marxisme a expliqué que le «peuple» est composé de classes sociales différentes et opposées. Dans les années trente Trotsky écrivait que c'est le fascisme qui parle de **peuple**, alors que les marxistes parlent de **classes**. Dans le chapitre final de leur plan, intitulé significativement «conquérir la démocratie, le droit et les possibilités de contrôle» les ci-devant trotskystes du NPA écrivent que la mise en oeuvre de la politique qu'ils préconisent «nécessite la conquête du pouvoir par les travailleurs et les classes populaires...»; au delà de l'interclassisme d'une perspective incluant les «classes populaires», se rappelleraient-ils soudainement d'avoir lu chez Marx, Lénine ou Trotsky la nécessité de la révolution et de l'instauration de la dictature du prolétariat?

Pas le moins du monde, à lire la suite de la phrase: «... un gouvernement démocratique des travailleurs regroupant partis et organisations syndicales qui refusent l'austérité (...): cette «conquête du pouvoir» n'est donc que la constitution d'un gouvernement des partis réformistes – les agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, comme disait Lénine – pourvu que ceux-ci «refusent l'austérité», ce qu'ils affirment tous! «Un tel bouleversement (...) s'étendra à toute l'Europe pour mettre en oeuvre un processus constituant en vue de la Fédération des Etats socialistes d'Europe». Reprenons avec calme: l'élection dans un pays d'un gouvernement des partis réformistes opposé à l'austérité, débouchera, grâce à «un processus constituant» (?) sur les Etats Socialistes d'Europe. Pas besoin de révolution pour passer au socialisme, l'élection de Mélenchon suffit? Pourquoi alors le NPA a risqué de gâcher cette chance en refusant d'adhérer au Front de Gauche?

En réalité le prolétariat n'a pas à **conquérir la démocratie** (1) et le droit à **contrôler** l'économie capitaliste; il lui faudra **conquérir tout le pouvoir** et l'exercer **dictatorialement**, y compris **contre** les classes populaires qui vivent de l'exploitation capitaliste ou de la société marchande, non pas pour **contrôler**, mais pour **déraciner** le mode de production capitaliste.

Cette **conquête du pouvoir** ne passe pas par l'utilisation des institutions politiques de l'Etat bourgeois (élections, parlements, etc.), mais par la lutte en dehors et contre elles, culminant dans l'insurrection armée. En dehors de cette claire et sans équivoque perspective révolutionnaire marxiste, il ne peut y avoir que du réformisme, c'est-à-dire en fin de compte la **soumission** à l'existence éternelle du capitalisme. Constatons-le à la lecture du «plan d'urgence»:

Selon le NPA, «Les causes profondes de la crise de l'euro (...) sont sociales et politiques». La crise n'est donc pas une crise économique, provoquée par les contradictions internes du capitalisme, et qui par conséquent ne peut trouver de solution définitive que par le renversement du capitalisme (même si des solutions temporaires peuvent et sont trouvées par les capitalistes dans l'exploitation accrue du prolétariat, jusqu'à l'éclatement de la crise suivante). C'est essentiellement selon le *Plan d'urgence* une crise monétaire dont l'austérité, la dette, etc., ne sont que les «symptômes»; crise provoquée par l'incapacité des bourgeoisies européennes à «dépasser leurs divisions» et par «leur lutte contre leur classe ouvrière». La conclusion coule de source: une bonne politique résoudra les problèmes causés par la mauvaise politique bourgeoise: «seule la classe ouvrière est à même d'indiquer le chemin [il s'agit juste d'indiquer, pas d'imposer] pour sortir de la crise car elle n'a aucun privilège national à défendre (...). Elle seule est capable de résoudre la question sociale et nationale de façon démocratique». Résolvons les antagonismes nationaux entre Etats européens, résolvons la question sociale – attention: de façon démocratique, pas de façon révolutionnaire et autoritaire! – et la crise est finie!

Concrètement le NPA traduit cela par la revendication de l'augmentation des salaires, la fixation d'un salaire minimum européen, l'éradication du chômage par l'interdiction des licenciements, la diminution du temps de travail, la lutte contre les privatisations, etc.

Admettons que ces revendications soient satisfaites (mais comment? Il n'y a pas un mot sur les luttes ouvrières d'ampleur, sur la **lutte de classe** qui seraient nécessaires, seule une vague «mobilisation des travailleurs» étant évoquée, mais à la place on parle, démocratiquement, de lois qui seraient votées par l'Etat bourgeois!): la «question sociale» (confuse formulation typique de tous les réformateurs sociaux, déjà rudement stigmatisée par Marx) serait-elle pour autant **résolue**? Peut-elle l'être par une «autre répartition des richesses», comme si le problème n'était pas l'**exploitation capitaliste** et l'organisation politique et sociale édifée pour l'assurer et la défendre, mais simplement le partage inégal du fruit de cette exploitation?

Seules les classes qui aspirent à avoir une part plus large du gâteau capitaliste, les classes petites-bourgeoises et leurs représentants politiques, peuvent se l'imaginer!

Continuons. Pour le NPA les revendications ci-dessus «débouchent directement sur le refus de payer la dette, l'exigence d'un audit populaire en vue de son annulation». C'est toujours la démocratie et l'interclassisme qui sont mis en avant: «le peuple» va, de façon très responsable, réaliser un contrôle approfondi des finances de l'Etat pour ensuite «décider» si la dette doit être payée. Encore une fois, qui, comment, pourrait concrètement réaliser cela, le texte ne se soucie pas de l'indiquer à ses lecteurs.

Mais voici le plus beau: «il s'agit de prendre le mal à la racine...» Peut-être allons-nous enfin avoir des propositions **radicales**? Poursuivons vite la lecture: «...pour en finir avec la soumission des Etats aux intérêts de l'aristocratie financière»!!!

Ainsi donc c'est la défense des Etats bourgeois qui, les pauvres, seraient *soumis* à la finance, que le NPA présente comme

objectif à la classe ouvrière!!!

Le texte précise plus loin que «les Etats (les Etats bourgeois!!!) doivent être en mesure de contrôler et de diriger l'activité économique», qu'il faut donner aux Etats (aux Etats bourgeois!!!) «les moyens de financer leur politique» («par une fiscalité anticapitaliste») ou que la BCE ne doit pas rester «hors du contrôle des Etats»...

Démontrant du côté de quelle classe il penche, le NPA tient à préciser qu'il veut protéger les «petits épargnants» en expropriant les assurances; car celles-ci ont «spéculé dangereusement» avec l'argent des assurances-vie et retraites complémentaires: l'Etat devra donc garantir l'épargne des petits-bourgeois, en faisant payer les riches...

Le *plan d'urgence* prend position ensuite en faveur de l'euro: le problème en effet n'est pas l'euro, mais les traités qui régissent l'union européenne, affirme-t-il. Il faudra les abroger et les remplacer par d'autres «dans le cadre d'un véritable processus constituant [encore!] démocratique afin d'aboutir à un pacte de solidarité des peuples pour l'emploi et l'environnement». La seule chose qu'il est possible de comprendre dans cette infâme bouillie petite-bourgeoise, c'est que la lutte des classes et la révolution prolétarienne sont exclues du cadre du plan d'urgence!

Contre ceux qui «à gauche» appellent à la sortie de l'euro pour résoudre la crise (en fait les démagogues nationalistes), le NPA affirme doctement: «la zone euro et l'UE sont l'espace politique réel dans lequel doit s'inscrire la lutte du mouvement ouvrier».

Mais le NPA ne fait que ainsi que démontrer que c'est lui qui s'inscrit, également au niveau européen, dans le cadre de la politique bourgeoise; que c'est lui qui s'incline respectueusement devant les frontières de la forteresse Europe que les bourgeoisies européennes se sont efforcées de constituer pour résister à la pression concurrentielle des autres bourgeoisies du monde. Tout ce fumeux *plan d'urgence* en définitive ne remet jamais en cause les fondements socio-économiques du capitalisme, ni les fondements de l'organisation politique bourgeoise. Il prétend qu'une autre politique serait possible, qui pourrait résoudre la crise et la «question sociale» sans s'attaquer au capitalisme ni aux Etats bourgeois, ni même à l'Union Européenne, mais seulement à la finance et aux richesses qui ne s'investissent pas de façon productive (c'est-à-dire de façon capitaliste): politiquement ce plan est en définitive intégralement **bourgeois et pro-capitaliste**.

De son côté, le prolétariat n'a que faire de la zone euro ou de l'Union Européenne; la crise de l'euro n'est qu'une conséquence de la crise capitaliste internationale dont il ne peut se défendre que par le retour à la lutte de classe contre le capitalisme. Dans cette perspective il lui faut lutter contre les tentatives des bourgeoisies d'Europe de lui demander des sacrifices au nom de la défense de l'euro ou de la «souveraineté nationale», il lui faut combattre l'idéologie et la politique européistes au même titre que l'idéologie et la politique nationalistes.

Les nécessités **immédiates** de la lutte ouvrière imposent la **rupture avec les frontières européennes** dans la mesure où elles imposent l'union avec les prolétaires «extracommunautaires» qui dans tous les pays d'Europe constituent une part non négligeable du prolétariat. La politique ouvrière n'a pas à se calquer sur la politique bourgeoise et ses limites, elle doit s'y opposer! La «construction d'une autre Europe» censée être «un partenaire solidaire à l'égard des peuples opprimés de la planète» (!) n'est pas un objectif prolétarien.

L'Union Européenne et la zone euro, sont des alliances d'Etats impérialistes qui ont derrière eux une sanglante histoire de pillages de la planète et d'épouvantables massacres de populations étrangères mais aussi de leurs propres prolétaires. Ces Etats ne peuvent changer de nature, ils sont et seront les adversaires implacables du prolétariat, ils devront être **brisés** par la révolution prolétarienne. Tous les discours sur le partage des richesses, sur la défense des Etats contre la méchante finance, sur les processus constituants menant tranquillement à une Europe socialiste, etc., ne reviennent qu'à cacher que ces Etats bourgeois n'hési-

teront jamais à faire couler le sang pour maintenir la domination de la classe capitaliste: c'est pourtant cela dont il faut sans relâche avertir les prolétaires intoxiqués par la propagande démocratique et pacifiste bourgeoise!

Où qu'éclate la révolution prolétarienne internationale, elle ne suivra pas ni ne se bornera pas aux frontières étriquées de l'Europe impérialiste. D'une façon ou d'une autre, elle associera très rapidement les prolétaires du monde entier que le développement capitaliste a réuni dans les métropoles impérialistes.

Et si elle triomphe d'abord dans un seul pays, ou un seul groupe de pays, elle ne se souciera pas d'être *un partenaire solidaire des peuples opprimés*, quoi que cela veuille dire; elle utilisera toutes ses forces pour pousser à la révolution dans les autres pays, pour attiser la révolution communiste mondiale, jusqu'à ce que tous les Etats capitalistes aient été renversés!

Certes, cette perspective n'est malheureusement pas immédiate, ni ne relève d'un quelconque plan d'urgence. Mais par contre, ce qui est **urgent** pour les prolétaires c'est de rompre non seulement avec les réformistes avérés, mais aussi avec les faux révolutionnaires, qui sont tout aussi des partisans du capitalisme et des adversaires de la lutte de classe.

(1) Cette formule de «conquête de la démocratie» se trouve au chapitre II du *Manifeste Communiste*, dans le passage suivant: «la première étape de la révolution ouvrière, c'est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie». Sa signification est radicalement différente chez le NPA où elle veut dire: victoire électorale des partis réformistes. Marx précisa plus tard que la **dictature du prolétariat** est la définition précise du pouvoir révolutionnaire de la classe ouvrière.

Notre site Internet :
www.pcint.org

Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

3e liste 2012

A bas la compétitivité: 50,00 / Aix: 230,00 / François: 7,50 / Gilbert: 16,50 / Jacques: 8,50 / Lyon: 20,80 / Paris: 900,00 / Total liste: 1233,30

Total général: 5077,50

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France :
NOUVELLE ADRESSE:
Programme, B.P. 57428
69347 Lyon Cedex 07

Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.
Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «proletaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**